

Le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUALDES
8, rue Louis-Blanc, Paris (10°)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

JOUR DE L'AN

CHOMAGE GRANDISSANT

MISERE ACCRUE

VIE TOUJOURS PLUS CHERE

Voilà les étrennes du peuple !

COMITÉ POUR LA DÉFENSE DU DROIT D'ASILE

Le complot contre trois innocents va-t-il aboutir ?

Pour avoir eu l'idée d'attenter à l'existence du roi d'Espagne, trois hommes, d'une énergie rare, sont pourchassés par toutes les polices du monde.

La mauvaise foi le dispute à la haine

Les réactions internationales se sont liguées pour obtenir la perte d'Ascaso, de Durutti et de Jover. Ne pouvant les mater pour leurs idées révolutionnaires, elles leur imputent à faux des méfaits de droit commun pour les déshonorer d'abord et les assassiner ensuite.

ASCASO, DURUTTI, JOVER ne peuvent être envoyés à la mort

Le gouvernement français, à moins de se ravalier au niveau des gouvernements espagnol et italien, ne peut livrer ces trois militants libertaires ni à l'Espagne ni à l'Argentine.

Il faut les mettre en liberté !

C'est non seulement une question d'humanité et de justice qui le veut, mais c'est aussi le peuple généreux de Paris qui viendra le réclamer une fois de plus à la :

GRANDE RÉUNION

qui se tiendra dans l'immense Salle Wagram, 39, avenue Wagram, le vendredi 7 janvier, à 20 h. 30. (Métro Etoile et les Ternes).

Y prendront sans faute la parole :

VICTOR BASCH
Président de la Ligue
des Droits de l'Homme

MIGUEL DE UNAMUNO
Ecrivain et proscrit espagnol

FROSSARD
Directeur du « Soir »

HENRY TORRES
Avocat des accusés

ANDRE BERTHON
Avocat des accusés

SAVOIE
De la C.G.T.

SEBASTIEN FAURE
De l'U.A.C.

HENRI SELLIER
Conseiller général

Nota : Les portes ouvriront à 19 h. 30. Prix d'entrée : un franc pour couvrir les frais.

N'oublions pas Sacco et Vanzetti

Mieux que n'importe quel commentaire, les raisons fournies par le juge Thayer pour rejeter purement et simplement la demande de révision du procès sont de nature à nous inciter à l'action.

« En ce qui concerne les déclarations de Madeiros, il serait facile à cette Cour de les accepter et de se décharger ainsi de la responsabilité d'un nouveau verdict ; mais l'acceptation de ce point de vue serait un renoncement honteux aux droits sacrés que la loi confère à la Cour Suprême.

« Uniquement guidé par la haute mission incombant à cette Cour, j'ai minutieusement, attentivement et impartialement examiné les déclarations de Madeiros et celles des personnes intéressées. Et, n'obtenant qu'à ma conscience, respectant les droits des accusés, au même titre que ceux de l'accusation, j'ai, après cet examen, conclu au rejet du pourvoi parce que les déclarations de Madeiros ne m'offraient aucun crédit.

« Annuler le verdict d'un jury, déjà confirmé par la Cour Suprême de cet Etat, en raison d'une telle déclaration, serait un véritable défi à la justice de ce pays.

« Pour ces motifs, et en raison des droits qui lui sont conférés, la Cour décide de rejeter la demande relative à la révision du procès. »

Ceci, comme nous ne cessons de le répéter, signifie bien que, malgré les aveux de Madeiros, malgré les accablantes dépositions du département de la justice, malgré les rétractations des témoins qui firent condamner Sacco et Vanzetti, ceux-ci doivent être exécutés.

Comme on le voit, les raisons invoquées par le juge Thayer sont bien pauvres. Elles démontrent bien que ce dernier craint un nouveau procès et qu'il cherche simplement à se couvrir ; elles démontrent aussi qu'il a, dans les divers départements de la justice, des complices qui ont le même intérêt que lui.

Dans ces conditions, Sacco et Vanzetti ne pourront être sauvés que par des manifestations toujours de plus en plus intenses de la colère populaire.

Notre agitation doit se généraliser et nous devons organiser dès aujourd'hui des manifestations d'une telle importance, qu'elles dépasseront tout ce que l'Amérique capitaliste est capable d'imaginer.

Cela lui donnera à réfléchir et c'est l'unique planche de salut.

CONTRE LA MENACE D'EXTRADITION

REDOUBLONS D'EFFORTS

En même temps que nous annonçons, la semaine dernière, la tentative brisée d'extradition, nous laissons espérer que le Gouvernement, devant nos protestations, n'oserait peut-être pas.

Il n'a pas osé !

Ascaso, Durutti, Jover sont toujours au Dépôt.

Ils n'en doivent sortir que pour être rendus à la liberté et non pour être vendus à la police argentine.

Les protestations contre le crime d'extradition vont devenir si nombreuses, se faire si pressantes que nos ministres républicains ne pourront plus hésiter et devront élargir les trois prisonniers.

En attendant faisons les uns et les autres une intense propagande en faveur du meeting de WAGRAM.

Toujours la contrainte par corps !

Nous apprenons que notre camarade Gardin, gérant du « Libertaire », serait sur le point d'être transféré de la Santé à Fresnes pour purger au droit commun une peine d'une année de prison relative à ses amendes politiques.

Au moment où M. Barthou assure la Ligue des Droits de l'Homme de ses bonnes dispositions envers les « politiques », c'est là une nouvelle qui démontre l'hypocrisie en même temps que l'inflamie des gouvernants républicains. La « contrainte par corps » est le nouveau système de la réaction.

Notre camarade Chazoff est menacé d'en être lui aussi la victime à l'expiration de sa peine politique.

Nous protestons de toutes nos forces contre ces procédés de répression et nous comptons bien que tous les hommes de cœur se joindront à nous dans la campagne que nous allons mener contre ce scandale intolérable.

Avis important

En raison de la tenue, vendredi 7 janvier, du grand meeting de la salle Wagram, le « Libertaire » paraîtra un jour plus tôt la semaine prochaine.

Il sera mis en vente jeudi matin à Paris et dans sa banlieue.

LE LIBERTAIRE EN PÉRIL

Les prix d'imprimerie sont devenus, ces derniers mois, un peu lourds pour un petit journal comme le nôtre. Le « Libertaire » n'a pu paraître ces temps-ci qu'en raison d'une accumulation de dettes et de sacrifices consentis par quelques amis.

Mis au courant de cette situation, le Comité d'Initiative élargi jette le cri d'alarme.

Il a été décidé, dimanche dernier, que notre organe ne serait plus mis en vente en province par les soins de la maison Hachette. Il ne sera répandu en province qu'avec le concours des camarades qui voudront bien s'en faire eux-mêmes les dépositaires ou nous en trouver.

Pendant encore deux ou trois semaines, rien ne sera changé.

Que d'ici là les amis se mettent à l'œuvre et envoient à Odéon le nom et l'adresse de dépositaires sérieux. Dans le prochain numéro, nous reviendrons sur cette question et nous la traiterons avec plus de détails.

Mais nous sommes déjà dans l'obligation d'annoncer aux camarades que dix mille francs, au minimum, nous sont indispensables pour opérer dans notre vente cette transformation.

Nous faisons appel au dévouement des militants pour que cet effort financier soit fait très rapidement. Merci à tous.

LE COMITÉ D'INITIATIVE ELARGI.

P. S. — Envoyer les fonds au chèque postal Odéon Pierre 950-32, Paris.

Un Projet important

Un de nos plus vieux camarades, très au courant des nécessités sans nombre de la propagande et fort renseigné sur la vie difficile de nos œuvres, vient d'avoir une idée qui nous semble des plus heureuses.

Il s'agit de l'association des Librairies sociales et internationales.

Séparées, ces deux librairies accomplissent, il est vrai, un travail qui leur est propre, particulier ; mais il n'en subsiste pas moins un certain esprit de rivalité procédant de la concurrence qu'elles sont appelées à se faire dans certains milieux.

Séparées, ces deux œuvres, propriété collective, fondées pour venir en aide à la propagande, coûtent présentement 3.000 francs par mois aux organisations qui les exploitent.

En regard de ces dépenses mensuelles les recettes évoluent autour de onze mille francs.

En ajoutant aux frais généraux la remise faite aux groupes, les recettes totales se trouvent amputées de 40 %.

C'est trop. Beaucoup trop pour qu'une affaire puisse tenir.

La Librairie Sociale ne fait pas ses affaires.

La Librairie Internationale a perdu dix mille francs durant ces onze derniers mois.

Il fallait donc attendre la mort de ces œuvres ou trouver un remède.

Et c'est alors que notre vieux camarade a pensé que deux œuvres qui, séparément, étaient appelées à manger de l'argent, pouvaient, associées, devenir une source de profits.

Et il proposa l'association.

Mais une association purement commerciale, ne touchant en rien aux principes d'autonomie des organisations contractantes.

Ces dernières, comme par le passé, resteraient maîtresses d'organiser leur propagande et leur action comme bon leur semblerait. Libres aussi d'accorder l'hospitalité à qui leur plairait.

C'est donc bien net : pas de fusion entre l'Union Anarchiste - Communiste et l'Œuvre Internationale des éditions anarchistes, mais simplement collaboration sur un point donné : la librairie et cela de la même façon qu'il existait déjà une collaboration au sein du Comité International de Défense Anarchiste.

Dans l'esprit du camarade qui proposa l'association, celle-ci devait, par le simple jeu de l'économie d'un gérant d'un local, d'un frais généraux, rapporter mille cinq cents francs par mois.

Il va de soi que cette association est de nature à resserrer les liens de bonne camaraderie unissant les anarchistes français à leurs camarades d'autres langues. Et cela n'est pas pour nous déplaire.

S. Faure, Ferandé, H. Tréni.

Primo de Rivera a-t-il assassiné quatre compagnons ?

Il y a quelques jours, « un complot » (ce n'est pas le dernier) était découvert par la police espagnole. Une vingtaine de compagnons anarchistes furent, pour la circonstance, mis en état d'arrestation. Nous apprenons par les journaux que, rétrogradé l'acte infâme de Montjuich, Primo de Rivera aurait fait assassiner quatre des camarades arrêtés.

L'Inquisition espagnole (elle n'est pas morte) ne dément pas ce bruit. Quatre nouveaux martyrs viennent se rajouter à la liste trop longue de ceux qui sont tombés.

Quatre nouveaux martyrs pour attiser nos haines et nos révoltes !

Et quand on songe que le gouvernement français a osé livrer Alamarcha à ces bourreaux cyniques... Canailles !

Chômage et Stabilisation

Poincaré et ses nombreux confrères ont engagé la bataille du franc. Victoires sur victoires ! La livre, de 250, dégringole la pente des changes. Elle vaut 120 aujourd'hui. Le dollar, le peseta, le florin et autres monnaies ont suivi la même route descendante.

Hurrah ! Le coq gaulois (un peu métié de sang germanique) relève la tête. Le franc a triomphé dans cette homérique mêlée entre bouts de papier.

Oui mais, si dollar, livre sterling et tutti quanti sont à moitié knock-outed, l'ouvrier, lui, l'est aux trois quarts.

Je parle de l'ouvrier français, naturellement, puisque c'est lui le vainqueur. Car c'est symptomatique et digne d'être noté, chaque fois que le pays remporte une victoire, les prolétaires font tous les frais de l'opération.

Ils ont su ce que leur a coûté la grande victoire de 1918. Ils sont en train d'apprendre ce que leur rapporte la victoire du franc.

On appelle ça dans le temps, les victoires à la Pyrrhus, où chaque bataille, même triomphante, vous fait perdre un peu de plumes. On finira bien quelque jour par être tout à fait déplumé. Aux morts de la grande guerre, Poincaré ajoutera quelques milliers de pauvres bougres crévés de faim et de privations.

Après tout, puisque l'histoire n'a conservé que la mémoire de ceux qui furent les plus grands pourvoyeurs de charnier, nul doute que le nom de cet homme ne passe à la postérité. C'est une façon comme une autre de conquérir une certaine immortalité.

Il faut plaindre les malheureux chômeurs qui sont dans une misère noire. Mais il faut plaindre aussi les fabricants de théories économiques et financières, acharnés à ce travail de Pénélope, de formuler les lois immuables économiques qui dirigent la société bourgeoise. Ils ont toujours la ressource de démolir le mois suivant ce qu'ils ont échaudé le mois précédent.

Il y a trois ou quatre mois, quand le coût de la vie montait de trois échelons à la fois l'échelle des prix, ils avaient imaginé, pour faire plaisir aux mercantis, la fameuse théorie de la valeur de remplacement. Prenez des lunettes marines aujourd'hui pour apercevoir cette théorie. Elle a fui, bien loin, à la première brise qui soufflait la baisse.

Ils nous avaient sorti qu'il fallait une intense production pour abaisser le coût de la vie. A la première menace de diminution des prix, les producteurs (ceux qui font produire les autres) ont brutalement donné un coup de frein. Les planteurs de coton d'Amérique vont restreindre leur culture. La Chambre égyptienne a décidé de réduire du tiers la surface cultivée en coton. Le cartel de l'acier a résolu, pour le prochain trimestre, d'abaisser l'extraction du minerai et sa fonte de plus d'un million de tonnes par mois. Les commerçants de tout acabit ont cessé leurs commandes. Les industriels arrêtent les métiers et envoient les ouvriers se promener, ce qui est charmant en cette saison, surtout quand on n'a pas le rond en poche.

Les sociétés d'agriculteurs hurlent que les cultivateurs n'ensemenceront plus de blé, si on ne le leur laisse vendre très cher. Laiteries, fromageries, beurrieres, etc., en font autant.

Et allez-y pour la production intensifiée qui va abaisser les prix !

Ils ont les marchandises, les produits, les matières premières. C'est bien à eux. La loi le proclame et les gendarmes sont là pour faire respecter la loi. La propriété, fruit du travail et de l'épargne (hein, quelle ironie !) est un droit sacré. Les prolétaires et les miséreux ont un autre droit sacré : celui de crever de faim, et encore pas sur la route, pas à un endroit où le spectacle de leur misère chatouillerait désagréablement les goûts esthétiques des gens comme il faut.

Adoncque disposant du droit d'user et d'abuser de leur propriété, les détenteurs de marchandises et produits ne veulent pas lâcher qu'au prix fort. La clientèle, dont une partie est dans la déché et dont l'autre espère un recul des prix, n'achète pas. Alors, qu'à cela ne tienne : foutons nos ouvriers sur le pavé. Nous les rappellerons — avec des diminutions de salaires — quand les clients auront compris qu'ils n'ont qu'à payer au prix qu'il nous convient de fixer.

Les distingués économistes peuvent patatuer des journées dans leur littérature spéciale, s'il leur reste un sou de bon sens, je leur défie de trouver une autre cause à la crise de chômage.

Avant la désormais historique bataille du franc, ils nous avaient expliqué que les prix n'augmenteraient pas ; c'était la monnaie, si conventionnelle des échanges, qui baissait. Il en fallait donc davantage, de ces francs, pour acheter le même produit.

Le franc valait deux sous à cette époque. Aujourd'hui, il en vaut quatre et demi. Alors, allez-vous penser, suivant la théorie plus ou moins éteinte de la relativité des rapports entre valeur monnaie et valeur marchandise (quel pathos !) le franc augmentant de valeur, celle des marchandises va diminuer. Et ici, une fois de plus, les grands principes de l'économie politique se sont cassés le nez. Ajoutons qu'ils en ont pris l'habitude.

La fameuse revalorisation partielle de la monnaie, prélude de la stabilisation, n'a fait que ridiculement baisser les prix, et a collé sur le pavé des centaines de milliers de travailleurs. Et vous verrez qu'il n'est pas be-

soin d'être un prophète annoncé par la Bible pour prédire que si la baisse réelle du prix des marchandises s'opère, ce sera quand, à la faveur du chômage et de la misère qui plient les esclaves, les ouvriers seront contraints à accepter une diminution de leurs salaires proportionnelle.

Concevez-vous bien l'opération ? Les prix finissent pas descendre et les salaires des ouvriers en même temps, et en proportion. La situation des prolétaires reste la même, un peu aggravée, même.

Mais tous ceux qui, depuis quelques années, tripataillent dans les affaires plus malpropres les uns que les autres, tous ceux en un mot qui se sont enrichis par la spéculation, qui ont bénéficié de la hausse, tous ceux-là resteront avec leurs millions ou leurs millions de francs... de francs revalorisés, stabilisés. Tel industriel qui, en deux ans, a mis un couple de millions de côté, quand le franc valait deux sous, aura encore ses deux millions de francs valant maintenant 20, 25 ou 30 centimes. La stabilisation lui aura fait doubler ou tripler la valeur réelle de sa fortune et de ses revenus.

En définitive, la bataille du franc, la consolidation, la stabilisation du franc consistent à consolider et stabiliser les fortunes acquises. Comme on le voit, c'est une magnifique opération, et les bénéficiaires pourront voter des félicitations à Poincaré et... à M. Jouhaux.

Reste à savoir si le pays pourra supporter de payer aux profiteurs des revenus ainsi revalorisés, et les 21 milliards passés distribués aux rentiers, à la valeur nouvelle. Ça, c'est l'avenir qui nous apprendra si nos maîtres, dirigeants et exploités, ont atteint ou non la pression qui fait éclater la chaudière. Non, pour que la stabilisation ainsi comprise, porte ses fruits, il faudra que les ouvriers de toutes sortes se serrent encore la ceinture. Je sais que le chômage va le préparer à cela, ce que les bourgeois n'ignorent pas, mais enfin, la passivité populaire trouvera bien une borne où s'accrocher, que diable !

Je pourrais développer encore longtemps de semblables appréciations sur l'économie politique et sociale. Mais la place manque, arrêtons-nous là, pour l'instant, et tirons une conclusion.

La conclusion, c'est qu'il n'y a, en ce moment surtout, aucune théorie économique, ni principes d'économie sociale, qui puissent tenir six semaines le coup.

Les plus filandrieux des économistes — et ils ne sont pas tous dans la classe bourgeoise, il y en a pas mal dans les partis dits d'avant-garde — peuvent combiner tout ce qu'ils veulent pour expliquer la situation ou justifier les événements.

Je doute que la machinerie sociale capitaliste ait jamais été bien organisée. En tout cas, en ce moment, elle est complètement détraquée.

Ce ne sont pas des principes naturels ni des lois économiques qui dirigent les événements ; ce sont les agissements de quelques bandes de requins financiers, mercantiles, industriels ou politiques. Et, à moins d'être leur secrétaire particulier ou leur petite gentille poule, on ne connaît point ce qu'ils ont, au fond de leur crâne, ni quelles machinations ils combinent.

Un valet de chambre un peu curieux d'un de ces gros personnages peut en connaître plus long sur les événements de demain que le théoricien enfoncé dans un wagon de bouquins et de statistiques.

Ces gens-là sont actuellement les plus forts, forts de la puissance de l'argent qu'ils ont, forts de la passivité populaire. Etant les plus forts, ils font ce qu'ils veulent, et c'est là tout le système économique actuel.

Pour en trouver la solution, il n'y a qu'un seul et unique moyen : être plus forts qu'eux, les culbuter et ne pas tolérer que d'autres prennent la place.

GEORGES BASTIEN.

ABONNEZ-VOUS ! RÉABONNEZ-VOUS !

Le mouvement des abonnements continue, celui des réabonnements se ralentit un peu. C'est ainsi que cette semaine nous avons été dans l'obligation de supprimer les services de camarades avertis de l'expiration de leurs abonnements et qui n'ont pas répondu. Cette mesure pénible est appliquée à contre-cœur, mais elle est indispensable pour la « vie » du journal. Certes, la crise du chômage, les misères présentes font souvent que des compagnons se trouvent dans le dénûment, mais alors qu'ils avertissent le « LIBERTAIRE ». Dans ce cas, un effort sera tenté pour les plus fortunés, de manière à continuer pendant quelques semaines l'envoi du journal aux camarades gênés passagèrement. Abonnés en retard, réabonnez-vous ! Écrivez à votre journal !

Lecteurs au numéro abonnez-vous si vous le pouvez.

LIRE EN 2^e PAGE :

Le programme de notre Fête du 9 janvier.

Au fil des jours, par P. Mualdes.
Les Procès Lucetti par V.

AU FIL DES JOURS...

NOËL ! — UN COUP D'ŒIL DÉPOURVU D'AMÉNITÉ SUR LA PRESSE BOURGEOISE. — UN SACRILÈGE. — QUELQUES IDIOTIES SUR LE RELÈVEMENT DE LA NATALITÉ. — UNE JOYEUSE SOIRÉE AU CLUB DU FAUBOURG

Noël ! La coutume veut que chaque année à cette date célèbre, on s'empresse jusqu'à s'en faire prier, on se salue pour fêter la naissance du Sauveur. Les bourgeois bien pensants ont pris soin de sanctifier leurs orgies par l'audition d'une messe en musique pour laquelle ils avaient préalablement retenu leurs places. Les chaises coûtent cher à cette occasion.

Après l'office et le sermon, la suite. Les limousines filent vers les endroits selectos où les tables sont louées. La musique nègre remplace les flonflons de l'orgue. Et le petit jour a vu sortir les faces verdâtres des mères et les joues trop rouges des catins de la haute.

Des gargottes ont dispensé aux gens du commun : boutiquiers, employés, voire ouvriers, la choucroute, le boudin et, suivant la bourse, la dinde traditionnelle.

C'est Noël ! Il faut rire, s'amuser. Et puis demain c'est dimanche, on restera au pieu, pas vrai ?

Ah ! on sait bien qu'il y a du chômage, que beaucoup n'ont même pas pu satisfaire leur faim. Mais ça vous est arrivé à vous aussi ! Qu'est-ce que vous voulez, c'est la vie, on n'y peut rien.

Et la fête continue ! S'il y a de l'argent, on remettra ça au Jour de l'An. Il est vrai qu'il faudra faire « gaffe » à cause du terme. Bah ! « ma tante » sera bien là pour un coup ! Faut pas s'en faire !... Combien sont-ils qui raisonnent ainsi ! Et qui pourraient, s'ils voulaient !

Triste Noël !...

Il se passe actuellement de drôles de choses dans le monde du journalisme. Des journaux soi-disant lancés pour faire triompher certaines idées deviennent intentionnellement et dans un but commercial de la ligne de conduite annoncée à grand fracas publicitaire. Les groupes financiers achètent à leur guise les « porte-plumes », qu'ils soient de gauche, de droite, ou... auvergnats. Malgré cela, il y a une certaine clientèle à garder. C'est ainsi que Paris-Soir, journal de gauche, passe à droite, tout en conservant — grâce à quelques collaborateurs choisis pour cela — une petite allure « gaucharde ». Le Soir, tribune des gauches, s'efforce de copier de son mieux l'ex-Paris-Soir. Il n'y manque que le « Merle ».

A moins que ce « merle » qui est un « merle » siffle dans la coulisse ?...

L'organe officiel du cartel des gauches, le Quotidien, voit ses directeurs de conscience se débiter les uns après les autres. Le motif invoqué par les augures pontificaux serait que le Quotidien n'aurait pas l'indépendance dont il se targue. En un mot, il serait vendu comme tous les autres. Et pourquoi pas ? Qu'y a-t-il d'anormal à cela ?

N'est-il pas anormal, au contraire, que des gens avertis des choses de la politique et du journalisme — ejusdem farinae — que MM. Aulard, Buisson et Renaudel, puissent prendre ombrage de collusions qui, seules, peuvent permettre à un quotidien de vivre et de prospérer ? L'humanité et l'Action Française font converger le feu de leurs accusations et de leurs sarcasmes et se trouvent en parfait accord — ce n'est pas la première fois — pour accabler l'organe de « défense et de perfectionnement des institutions républicaines !... » Et, naturellement, les lecteurs fanatisés de ces deux journaux dictatoriaux, « toutes personnes renfermant pépins et bonnes à mettre sur compotiers » se gargarisent des bobards du V. C. de l'Huma, et de l'Hérédé de la rue de Rome. Enfin, s'éclatent-ils, on la tient cette presse pourrie. On va lui faire rendre gorge. Et ce Dumay qui possède quatre automobiles, et a le culot de se payer un château ! Attends un peu, mon gaillard, ton compte est bon !...

Ce pendant que Pierre Bertrand, ancien rédacteur du Journal du Peuple de S. Fauré — ça ne le rejoint pas — s'évertue à défendre l'honnêteté de sa maison, besogne qui apparaît, à la lecture de ses propos, comme bougrement maladroite.

Quoi qu'il en soit, et sans vouloir attaquer plus spécialement l'un ou l'autre des journaux politiques, il faut bien reconnaître que toutes ces disputes entre les requins de la grande presse ne sont intéressantes pour nous, que parce qu'elles nous permettent de lever un peu le coin du voile qui couvre les salacités et les turpitudes du journalisme.

Les bourgeois qui sont à la tête de l'Humanité, comme ceux de l'Action Française ou des autres torchons similaires, sont payés pour savoir à quoi s'en tenir. Leur pseudo-indignation ne peut tromper que ceux qui ayant pour cela payé leurs cotisations, veulent en avoir pour leur argent.

Il faut bien reconnaître qu'ils sont bien servis.

L'Humanité nous a mis au courant de l'attentat « incommensurable » commis à l'ambassade de Russie sur le portrait de Léning.

Le « camarade » Aoussem, consul de l'U. R. S. S. a fait au journaliste l'étrange déclaration que voici :

« L'incident fut rapide, mais n'a pas eu MALHEUREUSEMENT de graves conséquences. »

Que signifie ce « malheureusement » ? Mais voici la suite :

« Vers 11 h. 30, alors que plus de quarante personnes attendaient leur tour de réception, un homme fendit la foule des visiteurs et s'adressant au secrétaire du Consulat, s'écria : « Si vous ne me rapatriez pas en Russie, je vous tue comme des chiens ». « Puis retirant une arme de sa poche, l'homme menaça les employés. Nullement intimidé par ce geste, le secrétaire répondit fermement à l'exalté qui brisa alors avec un pavé un cadre de Léning se trouvant dans le hall. »

« Les employés remirent l'énergumène aux mains des agents. »

Le journal conclut : « Nos camarades du Consulat sont bien décidés à se garder contre les agissements des « blancs » et des fanatiques du régime déchu. »

Avec le concours sans doute d'une brigade supplémentaire de flics républicains ! Mais quels bizarres révolutionnaires !...

Où allons-nous ? Ou plutôt où va la France ? Le dernier recensement de sa population fait jeter des hauts cris à d'éminents repopulateurs qui n'ont probablement pas d'enfants eux-mêmes. L'un d'eux déclare qu'il ne s'agit pas pour résoudre le problème de la natalité, de réserver aux familles nombreuses, quelques faveurs et quelques primes qui soulagent leur misère « mais de refaire au pays un état de santé morale, un entraînement patriotique qui facilitent les devoirs par le goût de la souffrance et du sacrifice consenti pour l'avenir. »

Qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire ? Voici bien, n'est-ce pas, le moment venu de crier : au fou.

Un autre maboule qui signe G. Hervé propose sérieusement (?) « de faire connaître par une croisade dans le pays que la France est en train de mourir, victime de l'erreur psychologique commise par la République parlementaire d'avant-guerre en détruisant les traditions religieuses de notre peuple, base de toute la moralité... », etc., etc.

Notez bien que l'ex « sans patrie » ne croit ni à Dieu, ni à Diable et regrette sans doute avec la même amertume d'être privé de la joie d'être père de famille, comme il le fut de celle de partir comme simple soldat dans le 1^{er} régiment d'infanterie, qui se dirigea vers la frontière en la joyeuse et glorieuse année 1914.

« Si les « poules » ne pondent plus, ou peu, c'est tout simplement mon vieux Tata, parce qu'elles ne se soucient pas de voir leur couvée sans le moindre grain de mil ou exterminée bêtement lorsque bec et ongles étant poussés, on les pousse contre leurs semblables pour la Patrie, le drapeau et autres balivernes. Tous les boniments, toutes les « croisades » n'y feront rien. »

M. Eugène Merle s'est, parait-il, révélé au « Club du Faubourg » comme un conférencier de derrière les tonneaux. Le sujet qu'il développa lundi dernier était pour le moins inattendu.

Il n'était autre que la réhabilitation du policier Fouché, l'homme qui servit la République, l'Empire et la Royauté avec la même servilité et l'unique souci de préserver sa peu intéressante carcasse.

Pour une drôle d'idée, c'était une drôle d'idée que de vouloir hisser sur le pavois un aussi répugnant personnage. Il est vrai qu'on a les héros qu'on peut ! Le bougre, le « bon bougre », pourrait-on dire, a fait du chemin, depuis la rue d'Orsel !

Fouché fut, d'après lui, un « admirable réacteur au lendemain de la Révolution ». Tout comme Léning. Mais oui ! Et il continua sous l'Empire, et la Restauration, à servir — par la ruse — cette Révolution qu'il aimait tant !

Un autre « républicain de gôche » vint à la rescousse de l'ex-directeur de Paris-Soir. Et je ne puis résister à l'envie de vous faire savoir ceci :

« Avec Fouché, dans les périodes de troubles, c'est l'ordre possible. L'homme grâce à qui l'incohérence des forces déchaînées par les mouvements populaires, s'efface pour laisser place à l'équilibre, c'est Fouché. »

Quel brave homme que ce Fouché !...

Ce n'est pourtant pas l'avis de Victor Mériel, qui trouve que son vieux ami Merle abuse de son droit à la galéjade et qui rend à Fouché, dans le Soir, sa véritable figure de « sale polier, de policier né, de policier renifleur de sentines et organisateur de complots. »

Consolés-vous, Monsieur Merle, Fouché n'est pas mort. La police continue. Et elle n'est guère devenue plus sale depuis votre « héros ».

PIERRE MUALDES.

Dimanche 9 janvier, à 14 h. 30 précises, salle de l'Utilité Sociale, boulevard Auguste-Blanqui :

GRANDE MATINÉE

organisée par le GROUPE THEATRAL au bénéfice du « Libertaire ».

avec le concours des camarades

BICOT

EUGENE, du Groupe Théâtral

JULIENNE HOUDOUIN, violoniste

le compositeur-chansonnier

ANDRE THUMERELLE

la petite

ELIANE THUMERELLE

de l'Odéon

les chansonniers

ELOI BOUSSQUAT et DOMINUS

Mlle JANE MUZZETTY

du Théâtre de la Chanson

FELIX GIBERT

de l'Odéon

Mmes MARGUERITE GREYVAL

du Théâtre Antoine

et FRANCINE LOREE-PRIVAS

Au piano, le compositeur MARCEL BOUSSARD

Le Groupe Théâtral interprétera :

L'ANGLAIS, ou LE FOU RAISONNABLE

comédie en un acte de PATRIAT

LE PROCÈS LUCETTI

L'agence Transalpine nous informe que le procès de Lucetti, auteur d'un attentat contre la personne de Mussolini, aura lieu à Rome le 22 février prochain, devant le tribunal spécial présidé par le général Sanna.

Ce procès qui se déroulera dans des circonstances particulièrement tragiques pour le prolétariat italien, c'est-à-dire après une nouvelle et terrible Saint-Bathélemy, est de nature à attirer sur lui, l'attention du prolétariat international, particulièrement de celui de ce pays, car, outre la vie d'un héros de jeunesse, il y a la restauration de cette sinistre parodie du tribunal spécial pour l'application de la loi sur la peine capitale, de terrible mémoire. Depuis quelque temps nous avons prévu que le fascisme pour se tenir en selle avait besoin de la restauration de la peine de mort pour tout attentat contre les personnes et les institutions de l'Etat, de façon que cet événement ne nous surprenne pas. L'attentat du jeune Zamboni, qui a donné le prétexte à M. Rocco d'élaborer le projet de loi pour la restauration de la peine capitale et aux deux Chambres de l'accepter, n'a été qu'une comédie destinée à tromper l'opinion publique italienne et étrangère et confectionnée depuis quelque temps par Mussolini lui-même.

Mais l'attentat de Bologne n'a pas seulement servi à l'élaboration et à l'approbation de la peine de mort ; parallèlement à ceci on vient d'approuver la loi de « confinement » pour tous les éléments d'opposition. La presse fasciste nous avait informé, il y a quelques mois, que les personnes destinées au « confinement », exilées, étaient au nombre de 522, mais ce chiffre était bien loin de la réalité, car actuellement, on compte plus de 2.000 personnes conduites au « confinement », expulsées d'Italie. Quant à celles qui sont gardées à vue, en prison, le chiffre en est tel qu'il peut donner des préoccupations au fascisme lui-même et on parle de déportation dans les colonies, aux travaux forcés.

Mais la déportation, l'exil et la prison de tous les éléments d'opposition ne consolideront pas la position du fascisme, car l'Italie connaît depuis quelque temps les effets démolisseurs d'une crise économique sans précédents, et tout cela après que Velpi a vendu l'industrie textile, la plus forte de l'industrie italienne, au capitalisme yankee.

Le chômage bat son plein, et la vie est à 703 pendant qu'en France elle approche de 608.

Dans ces circonstances, afin de prévenir toute espèce de trouble, le fascisme a pris des mesures exceptionnelles, préventives et naturellement le procès Lucetti se déroulera dans une atmosphère de compression extraordinaire.

Le tribunal spécial sera constitué par cinq officiers choisis parmi les mouchards de la milice fasciste et de l'armée régulière et présidé par le général Sanna, dont on connaît l'attachement à Mussolini. On avait cité le nom du général Graziani, sinistre personnage de la grande guerre, mais on ne sait pas pourquoi au dernier moment fut décidé ce brusque changement.

Nous connaissons trop la noble profession de foi de Lucetti pour nous désintéresser de son sort, qu'il attend avec l'héroïsme commun, seulement, à ceux qui ont une conception élevée de l'idéal anarchiste.

On peut se rendre parfaitement compte de son état d'âme lorsqu'on place cet homme devant un tribunal militaire qui condamne par ordre venant du Chihi ou de la place de Venise ; devant l'émule fasciste qui réclame sa tête depuis l'attentat ; devant un prolétariat qui ne bouge pas, qui ignore et qui va le laisser assassiner sans rien dire.

Combien sa situation est tragique ! Défendu par un avocat d'office, qu'il a déjà refusé, car il sait très bien ce que cela veut dire, comme les martyrs de Chicago, comme tant d'autres, il se contentera de son auto-défense, qui sera la meilleure page de propagande anarchiste dans un pays où la courtoisie est devenue norme de vie.

Malgré l'atmosphère d'émotion contre l'accusé qui ne manquera de se transformer en accusateur d'un régime de sang et de boue, nous ne manquerons pas à notre tâche.

Dès aujourd'hui même, nous allons faire connaître à l'opinion publique de ce pays, la belle, la noble figure de Gino Lucetti, pour l'intéresser à son sort, comme nous l'avons intéressé, à celles de Castagna et Bonomini, et non sans résultats.

Dès aujourd'hui, l'U. A. C., d'accord avec le Comité International de Défense Anarchiste, va se mettre à l'œuvre, car, si en Italie, Lucetti ne trouve même pas un avocat pour le défendre, ce qui est tout dire, en France on ne doit pas supporter cette gifle au plus élémentaire droit de l'homme.

Pas un anarchiste, pas un groupe anarchiste adhérent à l'U. A. C. ne doit ignorer l'acte de Lucetti et doit faire autour de lui la propagande nécessaire pour faire comprendre encore mieux à Mussolini, que si en Italie, grâce à la répression féroce dont est victime le prolétariat, personne ne se lève pour protester contre l'assassinat légal d'un anarchiste, ailleurs il y a encore des hommes décidés à protester de la façon la plus vigoureuse et par tous les moyens.

A l'œuvre donc avec ténacité et confiance.

Union Anarchiste Communiste

Pour l'année 1927

Camarades des groupes, n'oubliez pas votre versement annuel pour 1927. Camarades adhérents individuels, renouvelez votre adhésion. Sympathisants, souscrivez, aides la propagande de l'U. A. C. Adresses les fonds au secrétaire Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (X^e). Chèque postal : 980-22.

PRÉCISONS TOUJOURS

Puisque le gouvernement de l'U. R. S. S. prétend souvent qu'il n'existe plus de « politiques » dans ce pays heureux, donnons de nouvelles précisions, conformément aux dernières nouvelles reçues, concernant plusieurs camarades emprisonnés ou déportés.

Le camarade Victor Sergueïeff se trouve à Tioumène (Sibérie), dans des conditions très pénibles, sans travail.

Le camarade Kouznetsoff, ayant purgé la prison, fut envoyé à Koula, un tout petit hameau dans l'extrême Nord.

Le camarade Rachel Kasapiro, avec son enfant, se trouve à Kasakstan (Ksyt-Orda, en Kirghizie), conditions extrêmement pénibles.

Le camarade Nicolas Béliatoff est arrivé au même endroit.

Le camarade Roubintchik-Meyer, très malade, se trouve toujours à Tomsk (Sibérie). Il se prépare à être transféré à Moscou, à fin d'une opération chirurgicale qui s'impose.

Le camarade Antoine Chliakhoï est enfermé dans l'« isolateur politique » de Verkhne-Oural'sk, « pour avoir soutenu des relations avec l'étranger ». Sa compagne, avec un bébé de deux mois, est restée seule à Toula, dans des conditions affreuses.

Le camarade Dora Stepaïa est à Archangel, malade. Le camarade Marie Vi-guère s'y trouve également, dans des conditions pénibles, sans travail.

Le camarade Ekatherine Liakh est à Véliki-Oustougue (Gouv. de Sévéro-Dvinsk) (Nord). Sérieusement malade, elle demande d'être transférée à Moscou où elle aurait pu se faire soigner. Jusqu'à présent, elle ne put obtenir qu'un refus catégorique.

Le camarade Iourtchenko se trouve à Archangel.

Le camarade Jean Tarassink-Kabass est envoyé à Ksyt-Orda (Kirghizie).

Nous avons déjà parlé de la plupart de ces camarades dans nos notes précédentes (Voir le Lib. à partir du n° 55). Ici, nous ne faisons que continuer leur martyrologe, au fur et à mesure des nouvelles reçues (les dernières datent du mois de novembre).

Et, comme toujours, nous invitons tous les révolutionnaires sincères, tous les hommes de cœur, à contrôler nos faits, à exiger du Gouvernement russe des explications nettes sur les cas que nous signalons.

Certains lecteurs croient trouver quelques contradictions dans nos notes et nouvelles.

Ainsi, il paraît contradictoire à un lecteur qu'on puisse, en même temps et dans le même pays, délivrer officiellement un reçu de 10 dollars envoyés de l'étranger et touchés par un détenu politique (le cas de Motchanovsky, à Boutyrki, Moscou) et faire arrêter un homme parce qu'il avait reçu 5 dollars de l'étranger (cas signalé récemment). De tels cas paraissent contradictoires parce qu'on n'est pas au courant de la situation. On s'imagine souvent que des lois formelles et précises régissent la vie en U. R. S. S. Or, la réalité est tout autre. Des cas pareils à ceux dont nous venons de parler y peuvent parfaitement coexister. Ici, une somme envoyée et reçue par l'intermédiaire d'une banque à Moscou, est reçue officiellement. Là, dans un tron de province, un homme ayant reçu 5 dollars de l'étranger, se fait signaler à la Tcheka et se fait arrêter comme suspect.

Tout dépend des circonstances, des conditions dans lesquelles l'argent était arrivé, de la situation personnelle du destinataire et, en fin de compte, du bon plaisir de l'administration locale. C'est l'arbitraire le plus fantaisiste qui règne dans le pays.

Un autre lecteur s'étonne de ce qu'on parle, dans les notes, des détenus politiques, et qu'en même temps, on proteste constamment contre ce que nos camarades soient emprisonnés au droit commun. Or, les deux faits existent, et ce n'est nullement une contradiction. Une partie des détenus seulement, et encore par endroits, sont considérés par l'administration comme détenus politiques. Aux autres, on s'obstine à refuser cette qualification, et il faut lutter pour aboutir.

Du reste, des choses analogues ne se produisent-elles pas dans tous les autres pays du monde ?

Nous attirons l'attention des camarades français sur le fait suivant :

En Allemagne (Berlin, Hambourg, Dresde), certaines organisations ouvrières révolutionnaires (syndicalistes et anarchistes) ont pris à leur charge un secours pécuniaire mensuel, méthodique, régulier pour tel ou tel camarade emprisonné ou déporté en Russie.

Un tel secours a, pour nos malheureux camarades victimes de la répression, une grande importance non seulement matérielle, mais aussi morale.

Nous invitons les amis en France à suivre ce beau geste. Pour s'entendre là-dessus avec le Fonds de Secours, il faut écrire au Libertaire, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e), pour le Fonds de Secours russe.

Fonds de Secours de l'A. I. T. pour les anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie.

COMITÉ DE L'ENTR'AIDE AUX DÉTENUÉS POLITIQUES ET À LEUR FAMILLE

Il est du devoir et de l'intérêt de chacun de faire autour du nom de l'Entr'aide, la propagande indispensable pour la faire connaître et pour en faire ressortir la nécessité chaque jour plus flagrante.

C'est par une action nécessaire, auprès de vos compagnons de chantier, d'atelier, de magasin, de bureau, que vous arriverez à un résultat tangible, et il sera à souhaiter que, comme jadis, des collectes fussent faites à ces endroits de travail, en vue d'alimenter le fonds de roulement de l'Entr'aide, qui, étant strictement une œuvre de solidarité, ne peut vivre elle-même que par la pratique constante de la solidarité.

Camarades, ayez toujours présents à l'esprit cette pensée, et adressez les fonds à Denant, trésorier, bureau du S. U. B., Bureau du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à Paris, compte Chèque Postaux : 989-94.

LE CHOMAGE

Le chômage, depuis longtemps prévu et annoncé, commence. Il gagne peu à peu presque toutes les industries.

Le nombre des chômeurs est déjà considérable ; il augmente de jour en jour.

Le Gouvernement nie la crise ; il déclare qu'elle n'a pas un caractère alarmant et la Presse presque entière répète ce mensonge.

Nous devons songer, dès à présent, à réagir.

Nous devons grouper et réunir les Sans-Travail. Le chômage va leur procurer des loisirs forcés.

Les anarchistes ont le devoir de les réunir le plus souvent possible, afin de les éclairer sur les causes véritables et profondes du manque de travail dont ils souffrent et de les pousser à l'action.

Il n'est pas possible que la classe ouvrière, atteinte par le chômage, subisse sans protestation ni révolte, le malheur sort qui lui est fait.

Il n'est pas possible que les anarchistes laissent passer, sans en tirer partie en faveur de leurs idées, une occasion aussi propice à l'exposé de leurs conceptions.

Il appartient aux groupes de Paris et de la banlieue parisienne de chercher des salles dans lesquelles ils pourront, l'après-midi par exemple, réunir les sans-travail.

La province en fera autant. L'U.A.C. va mettre à l'étude cette idée et nous en parlerons la semaine prochaine.

ANARCHISTES SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Avez-vous pensé à soutenir votre LIBERTAIRE ?

Il ne vit que par vous et pour vous.

DANS BURDIGALA

Bordeaux est une capitale superbe ; ses habitants sont pondérés, très pondérés, leurs sentiments politiques n'empêchent pas les bourgeois de dormir ; pourvu que les Gascons aillent au cinéma, aux Bouffes-Bordelais ou au Grand-Théâtre, ils sont contents. Les combats de boxe, les courses de taureaux complètent leur enchantement ; ça et le football les plongent dans l'extase la plus profonde.

À l'époque romaine, un peu de pain et des spectacles suffisaient aux pauvres Latins.

Comme les peuples ne pensent guère, l'origine de leur misère, la cause de leur déchéance ne les trouble point. Ils marchent pieds nus, couchent en des haies, sont accablés d'impôts, meurent par milliers sur les champs de bataille ; que leur progéniture s'étiole ou croupisse dans l'ignorance, soit la victime du milieu, de la misère, de la crasse ou du vice, cette situation mentale ou économique ne fait pas battre leur cœur.

Nous qui croyons tant à l'évolution des sociétés, au développement ininterrompu de la raison, à la croissance intellectuelle des masses, nous sommes souvent déçus par les résultats.

Alors le pessimisme s'empare de nous, nous gémissons comme Cassandre ou prophétisons comme Jérémie.

De Jérémie est né le mot de jérémiade. Avons-nous tort de grogner, Jérémie ? Peut-être, car toute manifestation intelligente est utile.

Dans l'orgueilleuse cité qu'arrose ou embrouillarde la Gironde, règne l'assoupissement le plus mortel. Les têtes de file des partis politiques ordonnent le piétinement sur place, déterminent ou organisent la marche en arrière, réalisent l'arrêt de tout mouvement en avant.

Dans les rues de Bordeaux la plèbe coude piteusement les patriciens sans murmurer. Millionnaires de fraîche date, bourgeois de la veille, châtellains de Saint-Emilion, de Barsac, de Margaux, seigneurs de la Tour-Blanche étalent un luxe insolent, avec le sourire de l'inconscience et de l'impunité ; et les petits, toujours humbles, soumis et repentants, comptent avidement leurs maîtres, avec l'air apeuré de chiens battus.

Le soir, après un repas choisi, servi par des valets obéissants dans les salles élégantes et confortables, messieurs les privilégiés, en tête-à-tête avec leurs maîtresses ou leurs épouses pas toujours vertueuses, — les heureux de ce monde savourent un délicieux moka parfumé de cognac Martel trois ou quatre étoiles, à l'un des remarquables cafés de la place de la Comédie, du cours du 30-Juillet ou des allées de Tourny.

Un peu plus tard, dans le lieu sacré où se perpétuent les générations, bourgeois ou aristocrates trouvent la vie belle !

Mais le matin, à 10 heures 1/2, le tantôt, à 4 heures, les affamés mangent une écuelle au bateau-soupe amarré solidement quai de la Grave, et couchent à l'asile de nuit.

Quand ces malheureux défilent avec une tristesse sans espoir, une morne résignation, leurs souliers troués rappellent étrangement le peuple souverain.

Les travailleurs non frappés par le chômage, exploités chaque jour, contemplant avec dédain leurs frères de misère. Les premiers, ouvriers sages, bien sages, favorisés par la santé ou la chance, méprisent bêtement les sans-pain et les sans-abri, méconnaissant ainsi la solidarité sociale.

Antoine ANTIGNAC.

EDITION DE LA LIBRAIRIE SOCIALE LA REPRESSION DE L'ANARCHISME EN RUSSIE SOVIETIQUE

Un volume de 140 pages, qui sera laissé à nos lecteurs au prix de 1 fr., franco 1 fr. 75.

EN PROVINCE

ALBI

UN PATRON CRIMINEL

Nous tenons à signaler des patrons qui, il y a vingt ans, ne pouvaient pas payer leurs ouvriers, la quinzaine ébène, et qui sont aujourd'hui archimillionnaires.

Ce sont les Frères Frères et Cie, entrepreneurs en bâtiment et travaux publics, à Albi (Tarn). Il vient de nous être signalé de malheureux algériens qui, pour 8 heures de travail, gagnent la somme fabuleuse de 11 fr. par jour. Avec cela, ils peuvent se payer tout ce qu'ils veulent; c'est pour cela qu'ils couchent dans les caves des chantiers en construction, à la Viscoze, près Albi, mais sans doute étaient-ils trop bien logés encore, car les chassés de cet abri, et ils vont tous les soirs coucher à Cagnac, près d'Albi, chez des camarades algériens qui leur donnent l'hospitalité, ce qui les oblige à faire 8 kilomètres à pied le matin, et autant le soir; ils mangent du pain, boivent de l'eau, quelquefois ils ajoutent à leur pitance un peu de mauvaise charcuterie, et c'est toute leur nourriture. Mal vêtus, par ce temps de froid si rigoureux, alors que les bourgeois font bombance avec les canins, et font des dépenses folles pour leur entretien et celui de leurs caniches. Quelle honte ! C'est sans doute pour cela que les algériens ont le droit au titre de Français depuis qu'ils se sont fait massacrer dans la dernière boucherie.

Ajoutons qu'il y a d'autres ouvriers français et étrangers qui ne gagnent guère plus. Nous disons, nous, que peut-être, à force de misère, les ouvriers finiront par se révolter et balayer tous ces exploitants sans vergogne et leur faire payer la rançon que méritent leurs exploits, mais en attendant, il serait urgent que les travailleurs se groupent dans leur organisation de classe : le syndicat.

L'organisation existe, ils n'ont qu'à venir ; tous unis, nous pourrions nous défendre et attaquer les patrons-vampires.

Astruc, du Bâtiment d'Albi.

MONTPELLIER

DE RETOUR DE RUSSIE

Les jeunes travailleurs étant de retour de Russie soviétique, étaient, le 16 décembre, à Montpellier, et Tauleigne devait nous dire ses impressions de voyage. Il le fit sans critiquer aucun des organismes qu'il avait vu fonctionner là-bas, et sans trouver le plus petit défaut au socialisme d'Etat qui régit la Russie, ce qui est un peu paradoxal, les institutions ayant rarement l'avantage d'être parfaites.

Il passe successivement en revue, l'instruction publique, l'apprentissage, les femmes, les paysans, les coopératives, les assurances sociales, l'armée rouge, les prisons, la religion.

Le camarade Ghislain, lui porta la contradiction au nom du groupe anarchiste, lui concédant les avantages de l'instruction publique, il fit remarquer au camarade que l'armée rouge était une armée comme les autres, et que demain, les maîtres de la Russie, s'ils servaient contre leurs adversaires, quels qu'ils soient, fussent-ils des ouvriers en grève. D'un autre côté, la Russie soviétique emprisonne (comme les autres États bourgeois), les objections de conscience, et le camarade Tauleigne donna les noms de camarades objecteurs de conscience emprisonnés à Moscou.

Le camarade Tauleigne reconnut que les anarchistes étaient en prison, en Russie soviétique, et que seuls, les anarchistes collaboraient avec le gouvernement soviétique étaient tolérés ; seulement il faudrait tout de même s'entendre, les anarchistes qui collaborent avec le gouvernement soviétique est communiste et non anarchiste, et comme Tauleigne, c'est un italien qui s'était fait naturaliser russe, pour montrer que la dictature russe était plus douce que la dictature mussolinienne, Ghislain, peut lui, retorque que cela ne prouve rien, car ce n'est pas parce que le maître de Périgueux est fasciste, que l'on croira le fascisme préférable au communisme.

Enfin, pour illustrer la part qu'il prise les anarchistes dans la révolution de 1917 et dans la défense de la Révolution sociale de 1919, Ghislain lit une page de Victor Serge, communiste notoire, où on lit ceci :

La Fédération anarchiste de Petrograd, pauvre en militants pour avoir donné le meilleur de ses forces aux multiples fronts et au parti communiste bolcheviste, s'est trouvée, en ces jours graves (au II de la Révolution), comme au temps de Kerensky, tout entière à côté du parti... Et des partisans anarchistes, formés en 2 ou 3 groupes d'élite, foris de leur étroite entente, furent leur poste des premiers. Pendant la première nuit d'alarme (21 au 25 octobre) les anarchistes presque seuls à être complètement prêts vinrent occuper, pour le défendre, le local de la Pravda, dont le marxisme leur était plutôt hostile...

Voilà des éloges qui prennent, du fait qu'ils sont écrits par un communiste, une force singulière et qui effacent tout ce qu'on a pu écrire pour salir le mouvement anarchiste en Russie.

Comme conclusion, les avantages de l'Etat soviétique (instruction publique, droit à l'exportation, etc.), ont été obtenus par les efforts du prolétariat russe et non par le parti communiste. Venant codiriger la Révolution, celui-ci n'a fait que retarder au contraire la révolution qui aurait pu libérer à jamais le peuple russe, à condition de ne conserver aucun organisme de l'ancien régime.

Cette contradiction indispensable, pourra refroidir les liens de camaraderie qui nous unissent à Montpellier, aux camarades communistes. Espérons qu'ils reconnaîtront tout de même qu'elle a été faite loyalement et sans esprit de parti pris.

Spectator.

P.-S. — Le vendredi 17 décembre, un grand meeting s'est tenu à Montpellier, en faveur des compagnons espagnols. L'agitation persistera jusqu'à la libération des innocents.

PAS DE GALAIS

AU PAYS DES BISTOUILLES

Quand on pénètre dans ce malheureux pays, on a comme l'impression que l'on s'enfonce dans les ténèbres, ténèbres aussi opaques que celles de la mine où toutes les lumières collaborent au monstre qui l'écrase : le Veau d'or. Tout dans cette immense galère contribue à l'annihilation des pauvres gueules noires dont on a juré la perte.

C'est ainsi qu'il y a quelques jours, à Lens, un mineur, ayant contracté une bronchite au fond de la mine, le médecin de la Compagnie qui a pour charge de veiller à la bonne santé du troupeau, lui ordonna de boire de l'alcool, le plus possible, alors qu'à l'hôpital on lui fut quelques jours, il n'absorbait que des œufs !... N'est-ce pas vouloir le tuer par intoxication ?

Que penser de tels procédés et de la mentalité de ces morticoles, véritables pantoins de ces voraces compagnies, n'hésitant pas, pour satisfaire aux désirs des actionnaires, à fouler aux pieds les bienfaits de la science ?

Les mineurs laissent faire ; aucune protestation ne vient vibrer aux tympans des maîtres. Ou est le temps, pas bien éloigné, auquel les esclaves se faisaient encore respecter ? On sont ces fiers lutteurs ? Faut-il que la politique ait annihilé tout esprit de révolte au sein des masses exploitées ?

A Calonne-Lézin, le bistrot le mieux achalandé est un bolchevik notoire, un de ces brillants élus, délégué mineur, dont l'Humanité était

si fière de fêter le succès aux dernières élections. Ce tavernier-politicien exerça jadis le métier de « fic » dans la commune de Saint-Ouen. Bistrotier, politicien, filicier et abusivement tombé sur les pauvres mineurs comme les sauterelles dans un champ de céréales. Il serait grand temps d'agir en conséquence et de reprendre la bonne propagande antialcoolique du point de vue anarchiste, en cinglant tous ces fromagistes politiques, tous ces chevaliers de la pompe à bière et du goulou, véritables détraqueurs et malfruits antisociaux, soutiens du capital et de la politique dissolvante.

Adolphe et Otto-Nome.

ROMANS

DENONCEZ LE MENSONGE BOLCHEVISTE ET VOUS SEREZ EXCLU DE VOTRE SYNDICAT

Cet article ne surprendra pas les lecteurs du Lib., car depuis longtemps, ils savent à quel s'en tenir sur les déclarations de la classe ouvrière. Voici les faits. Dernièrement une délégation des jeunes en Russie vint donner une conférence dans notre ville, avec deux camarades, je pris la parole pour réfuter certains passages de l'exposé des deux orateurs, après avoir prouvé que même, en tenant compte des déclarations de ceux-ci, on était obligé de constater que le capital n'avait fait que changer de leur et qu'il y avait toujours des exploités, il y avait inévitablement des exploités.

Je fis une intervention pour les emprisonnés. Une bien piètre réponse me fut faite. J'aurais l'occasion d'y revenir dans un prochain article où sera traité le compte rendu de cette conférence et où les camarades pourront puiser des arguments ; pour aujourd'hui, je me contenterai de faire connaître les agissements de ceux qui se proclament champions de l'unité.

Heureusement que les travailleurs y voient clair.

Après avoir essayé de brosser manœuvres, on tenta pour arriver à la solution désirée, de m'exclure du conseil syndical en prétendant qu'il était inadmissible que j'occupe un poste responsable à l'organisation après avoir fait une critique aussi sévère envers la Russie, car paraît-il, nous faisons partie de la R. S. R.

Il s'agissait simplement de se débarrasser d'un adversaire gênant. Après avoir mis à bas toutes leurs insanités, et découvert les démagogues qui se servent de l'organisation syndicale pour s'en faire un tremplin politique, les camarades jugèrent, et par trois fois les moscovitaires furent mis en minorité par un nombre respectif de voix.

De longtemps, la leçon n'avait été aussi instructive pour l'organisation des masses, je crois qu'elle sera profitable. Dans tous les cas, cela démontre une fois de plus que les (communistes) viennent à toutes les personnes qui n'aiment pas leurs fromages politiques, et que l'intérêt des travailleurs ne compte pas.

E. Tévenat.

Secrétaire de la Bourse du Travail de Romans

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

La circulaire parue dans le précédent numéro du Libertaire nous a valu de nombreuses lettres au sujet de l'emprunt ouvert en faveur de l'Encyclopédie anarchiste.

Pour répondre à ces lettres demandant, pour la plupart, des explications, renseignements et précisions, je résume tout d'abord l'emprunt destiné à couvrir le déficit momentané que cause à notre œuvre notre tirage de 3.000 exemplaires, alors que nous n'en servons que 1.200.

S'agissant d'un journal d'une revue ou de toute autre publication du même genre, ne s'adressant et ne se vendant qu'à des abonnés, nous n'hésiterions pas à réduire notre tirage au nombre d'abonnés à servir et notre déficit (3.000 fr. environ, par fascicule) serait réduit à presque rien.

Mais l'E. A. est une œuvre appelée à rester ; une œuvre qui, loin de vieillir et de tomber dans l'oubli, sera, avec la diffusion et le rayonnement croissant des idées nouvelles, de plus en plus demandée.

C'est un fait tellement certain que, si nos moyens nous l'eussent permis, nous aurions porté à dix ou vingt mille un tirage que nous avons dû arrêter à trois mille exemplaires.

Ce tirage à l'avantage, d'abord, de nous permettre de servir tous les abonnés nouveaux qui nous parviennent en cours de publication ; ensuite de couvrir l'ouvrage complet, broché ou relié, à toutes les personnes qui n'aiment pas recevoir par train des œuvres de cette nature, ou qui craignent d'en perdre ou d'en déteriorer en cours de publication.

Donc : tirant 3.000 exemplaires et n'en écoulant naturellement que 1.200, nous en mettons 1.800 en réserve.

Et voici, maintenant, le mécanisme de notre emprunt.

Ces 1.800 exemplaires, soigneusement conservés, sont comme une marchandise qui ne s'écoule pas tout de suite, mais qui, comme on dit, « ne mange pas d'argent » et qui, au fur et à mesure, sera vendue.

Ces 1.800 exemplaires, quelle somme marchande représentent-ils ? Leur estimation est aussi simple qu'exacte : l'ouvrage complet est vendu 180 fr. Si nous en mettons en réserve 1.800, il suffit de multiplier le prix de l'ouvrage (180 fr. par le nombre d'exemplaires) et nous obtenons au total : 324.000 francs.

C'est sur cette valeur de trois cent vingt-quatre mille francs que repose la garantie matérielle de notre emprunt de cent mille francs. Ces 100.000 francs seront comme une première hypothèque prise sur l'E. A. Ces 100.000 fr. constitueront une créance privilégiée, ne courant aucun risque et dont le remboursement intégral sera absolument certain.

Ce remboursement une fois opéré, le bénéfice restant sera totalement consacré à une ou plusieurs œuvres de propagande anarchiste.

Telle a toujours été la ferme décision de l'Œuvre Internationale des Editions anarchistes qui publie l'Encyclopédie anarchiste. Elle saisit, ici, l'occasion d'en renouveler l'expression et d'en prendre publiquement l'engagement formel.

Je résume que nous acceptons toutes les sommes — petites ou grosses — qui nous seront prêtées. A chaque prêteur, nous enverrons un reçu détaché d'un carnet à souche et numéroté. Et, quand se fera le remboursement, le prêteur n'aura qu'à échanger ce reçu contre la somme remboursée.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'E. A. et qui en apprécient l'immense utilité immédiate et future, de faire tout l'effort dont ils sont capables, et nous leur demandons de faire vite, afin que cet emprunt ne traîne pas et ne retienne pas longtemps une partie de son activité.

Sébastien Faure.

P.-S. — Pour tous renseignements, envois d'argent, abonnements, emprunts, des volontaires, s'adresser à Sébastien Faure, 55, rue Pixérécourt, Paris (20^e).

Chèque postal : Paris 733-91.

Notes administratives. — Le douzième fascicule de l'E. A. (de la page 529 à la page 576) est en train. Il sera tiré dans les premiers jours de janvier 1927. Nos abonnés le recevront aussitôt paru. Nous en parlerons la semaine prochaine.

Avec ce 12^e fascicule expirera une nouvelle tranche de trois fascicules. Ceux dont l'abonnement prend fin avec ce 12^e fascicule (première année de l'E. A.) voudront bien continuer en temps voulu leurs versements s'ils ne veulent subir aucun retard dans la réception de l'ouvrage.

L'ARBITRAIRE EN ALGÉRIE

La Ligue des Droits de l'Homme interviendra-t-elle, efficacement ?

Notre ami Mettefeu, condamné à dix-huit mois de prison (politique) pour provocation de militaires à la désobéissance, devrait, sa peine terminée, être libéré dans quarante jours si l'arbitraire gouvernemental ne s'y opposait.

Passant en jugement, Mettefeu fut frappé par un gendarme. Notre ami, pour la forme, porta plainte contre la brute qui, naturellement, fut couverte par un non-lieu. Jusque-là, rien d'anormal dans la « justice » républicaine ; mais l'affaire ne devait pas en rester là. Le gendarme, la brute, déposa une plainte contre Mettefeu qui, par citation directe, sans enquête, se vit octroyer trois mois de prison de droit commun, et dans quarante jours, quand se terminera sa peine de dix-huit mois de prison politique, Mettefeu, au lieu d'être rendu à la liberté, subira cette peine supplémentaire au droit commun.

N'est-ce pas scandaleux et révoltant ? La Ligue des Droits de l'Homme, saisie de l'affaire, interviendra-t-elle, efficacement ?

Notre ami Mettefeu subira-t-il l'arbitraire honteux du ministère de la Justice républicaine ?

Liberté ! Liberté pour Mettefeu !

L. U. A. G.

Aux Abattoirs de la Villette

Personne n'ignore, certes, dans quel état de délabrement se trouvent les abattoirs de la Villette, et tout le monde comprendra que leur reconstruction s'impose, avec, toutefois, le mécanisme diminuant la peine des ouvriers et leur donnant le confort pour leur toilette.

La presse bien pensante et corrompue exploite le délabrement de l'abattoir actuel au profit de l'industriel parce que la Banque de France et des Pays-Bas l'ordonne.

Bien naïf serait celui qui s'étonnerait de cette prostitution.

Et puis, n'est-ce pas, ces millions destinés à la construction de cet édifice laisseront des millions appréciables qui conviendront toute une bande d'agresseurs.

Devons-nous nous laisser prendre aux déclarations patronales s'élevant contre l'abattoir industriel ? Certes, ils préfèrent le moderne, car ils ont peur, dans l'autre, d'y perdre le privilège de leur exploitation ; seulement ils nous font rire lorsqu'ils disent aux consommateurs que l'industrialisation annulera le bœuf de la viande, et de ce fait la hausse. Les consommateurs se rendent compte que les marchands de tous poils attendent pas l'industrialisation, car cette dernière hausse continuellement.

Nous savons, certes, qu'elle pourra encore monter, et que ce sera le consommateur producteur qui, en fin de compte, en sera la victime.

On peut conclure que, présentement, les coups de hausse ou de baisse qui peuvent ou pourront se produire procurent des bénéfices qui rentrent dans les coffres d'une trilogie d'exploiteurs qu'on appelle éleveurs, charcutiers et détaillants.

Les ouvriers, eux, sont hostiles à l'abattoir industriel. Mais, nous le savons, ils ne sont pas sages. Tout d'abord, ils doivent se rendre compte que si les patrons boient la tasse par suite de la reconstruction, car se plaignant toujours qu'ils perdent de l'argent et que les ouvriers sont bien plus heureux en touchant leur semaine, cela leur fera une excellente raison d'y redevenir et de vivre la vie large et heureuse des travailleurs ! Cette reconstruction moderne prévoit un rendement supérieur en production, avec diminution de main-d'œuvre. C'est là le hic de la question. Elle est simple pourtant à résoudre, pour les travailleurs : organisez-vous puissamment dans un syndicat, présentez-vous des attaches politiques, et vous n'aurez qu'à imposer, soit aux patrons, soit à la société, le problème suivant :

Progrès = diminution d'heures de travail ; diminution du prix de la viande ; salaires permettant de vivre proprement, dont vous seuls pouvez déterminer la valeur.

Dans l'abattoir actuel, les ouvriers sont donc si heureux, pour que certains leur tiennent ce petit langage pour critiquer la nouvelle bâtisse : « Travailleurs, présentez-vous des attaches politiques, et vous n'aurez qu'à imposer, soit aux patrons, soit à la société, le problème suivant :

La liberté dans les abattoirs actuels ? Les ouvriers ont la liberté d'être fouillés, primés, traités de voleurs par la police toute puissante. A chaque moment vous êtes traités au poste pour un oui ou un non. Pendant votre travail, les flics vous surveillent. Bref, l'on se croirait dans une annexe des travaux forcés. On constate ce fait que patrons et flics collaborent étroitement à l'asservissement des ouvriers. J'allais oublier aussi les infects gabecous.

Par contre, la plus grande tolérance est accordée aux patrons.

Pour n'en citer qu'un, rappelons-nous l'empoisonneur patenté Josse, pris il y a quelques mois par un vétérinaire dans son odieux trafic. Le règlement prévoit le déchaînement, car le bœuf est récidiviste. Ne craignons rien, il continue son odieux commerce, comme certains autres d'ailleurs, car l'affaire fut étouffée.

A toutes ces brimades et abus, les ouvriers courent un peu plus l'échine et ferment les yeux. Mais, nous le savons, ils ont une mentalité de commerçant, et c'est pour cela qu'ils ne pourront éviter la servitude, encore plus grande, qui les attend demain.

Certes, votre passivité est entretenue par ceux qui vous ont dit depuis des années : Ne fais pas les affaires toi-même, confie à d'autres ce soin.

Travailleurs des abattoirs, dès maintenant pensez à vous-même, à votre liberté, à votre dignité. Ce ne sera pas avec votre salaire que vous pourrez devenir patrons, car il y en a bien peu qui arrivent, et heureusement, à exercer cette chose horrible : exploiter son semblable.

Sachez, encore une fois, que tant que le capital et l'Etat seront debout, quelque puisse être votre salaire, vous serez des esclaves. Vous ne serez jamais heureux, car constamment vous aurez la crainte du lendemain. Toute propagande ne visant pas à la destruction de ces deux calamités n'est que bluff et mensonge.

Rejetez les équilibristes qui critiquent l'un et adorent l'autre. Votre bien-être et votre liberté ne dépendent que de vous.

M. Langlois.

Vient de paraître : Dr Hubert Jean Les Nouveaux Traitements des

MALADIES VENERIENNES

Leurs causes, leurs remèdes. Méthodes de guérison, d'après les dernières découvertes médicales.

Très intéressant ouvrage de vulgarisation. Un vol., 10 fr. France rec., 11 fr. 25. En vente à La Librairie Sociale.

AU PAYS DES BOURRIQUES

Dans ma contrée, comme partout en Algérie, il y a d'innombrables mercenaires de tous genres, dont les plus importants sont dénommés caïds.

Ces derniers, à la solde minime, relativement à leur lâcheté professionnelle, ont, à leurs ordres, des petites bourriques dites gardes champêtres, qui se contentent d'une solde, dont ne se contentent pas une pauvre prostituée, et portent avec fierté le burnous bleu.

Ils disposent aussi d'un beni-oui-oui, nommé khodja « secrétaire ».

Dans chaque village, cette bande insolente et inhumaine désigne un ou deux mouchards appelés « mézours ». Ces petits chiens se contentent du plaisir d'offrir une maigre galette au caïd de passage au village et l'invitent à manger avec eux pour pouvoir « moucharder » tout à leur aise. La lâcheté et la vanité régissent.

Le gros chien aboie, les petits remuent leur queue et, bien entendu, l'hôte prodigue mille flatteries. Le puissant caïd se confie, le garde-champêtre et le khodja l'imitent, pour se donner de l'importance. Le pauvre fellah « cultivateur » a l'honneur d'être l'objet de la sollicitude du caïd, ne l'a pas invité, parce qu'il conserve une certaine dignité, car les caïds se considèrent comme des surhommes, sans doute à cause de leur vanité imbécile et de la honte qui les ronge.

Cette « clique » de négriers patriotes, de « bourriques » sans avenir, de chiens du capital et de l'Etat, se livre à des atrocités insupportables à l'égard des paysans, à qui elle nuit mesquinement, cherchant à les réduire à la servitude.

Pour un oui, pour un non, pour un rien, c'est la corvée administrative, c'est l'impôt écrasant, ce sont les coups et la prison que l'administrateur distribue aux pauvres diables, pour une prétendue désobéissance aux « caïds » cités plus haut.

Seïds, ô ! lâches, fainéants, incapables de gagner votre vie en travaillant, vous vous déshonorez honteusement pour des distinctions sans valeur.

Je certifie que tous : caïds, gardeschampêtres, khodjas, cavaliers-policiers et même mézours de village, il vous a fallu pour le plaisir d'avoir une étiquette, d'exercer une autorité, vous livrer à de dégoûtantes bassesses et offrir de l'argent aux dispensateurs de vos emplois immondes.

Faut-il rappeler qu'un caïd paye son titre jusqu'à dix mille francs à l'occasion ?

Il se rattrape, il est vrai, avec la sueur et la souffrance des pauvres malheureux qu'il persécute, moucharde et rançonne.

Exemple : pour le service militaire, si un indigène est omis, n'étant pas inscrit sur le registre d'état civil, le Caïd l'oblige à lui verser une forte rançon et, en cas de refus, il le signale comme omis et même comme insoumis.

Souvent, il arrive que le pauvre donne du bakchiche « rançon » et va quand même tuer et se faire tuer pour les beaux yeux de la France, voleuse de la terre algérienne. Et combien d'autres actes de lâcheté féroce ; je ne peux les citer tous. Il faudrait être bon écrivain et avoir une bien grande patience pour faire miroiter, aux yeux de tous, l'abjection de la domination française en Afrique du Nord.

Tout cela se passe au vu et au su du Gouvernement, qui ferme les yeux et se bouche les oreilles, les arabes étant pour lui, quantité négligeable.

Laissez faire : « bicots contre bicots » et les colonisateurs français, crapules et rapaces, fient les marrons du feu.

Je rappelle aux lecteurs que cette manière de rançonner, ce vol dissimulé, est imposé, en quelque sorte, par la « civilisation » française.

Avant la colonisation, les indigènes vivaient sous la loi du Coran, considérée comme divine, mais ils vivaient sans chefs directs. Depuis la conquête, les lois sont bâtarde : mi-françaises, mi-arabes, et la grande majorité des Français imposent s'enrichissent aux dépens de l'Arabe, au moyen de crapuleries sans bornes.

De l'administrateur au Caïd, par les petits beni-oui-oui et les mézours-chiens sans solde, tous s'entendent pour vivre au détriment des pauvres « fellahs », n'ayant d'autre ressource que le défrichement des montagnes qui, seules, leur restent depuis le vol à main armée des Français colonisateurs. Oui, songez que malgré leur expropriation des terres les plus fertiles des plaines, les indigènes paient des impôts écrasants sur leurs salaires et que le défrichement des montagnes n'est pas d'un grand rapport.

Maintenant, on vous dira qu'en Algérie, la France a fait construire des chemins de fer ! Oui, mais nos pieds saignent sur les routes, car nous n'avons même pas le moyen de nous acheter une paire de savates. Il y a, il est vrai, de très belles maisons, mais des milliers de pauvres couchent sous les ponts. Des colons emploient leurs victimes, leur octroyant des salaires de misère et le pain est plus cher qu'en France, malgré l'abondance de blé.

Messieurs les bourgeois, et vous, messieurs les valets, les magistrats, la souffrance des serfs d'outre-mer ne sera pas éternelle. Un jour viendra où la tempête de la révolte balayera votre sale domination et l'infâme bande de lâches et vaniteux bourriques Arabes qui vous soutient.

Oui, Messieurs, à force d'être opprimés, les travailleurs Arabes sauront bien un jour, crier : « vive l'anarchie ».

Saïl Mohamed.

AUX ABONNÉS

L'administration du journal s'est préoccupée du retard subi dans la distribution du journal.

A dater de ce numéro les abonnés de Paris et Banlieue devront recevoir leur journal le vendredi, ceux de Province le samedi.

Les camarades qui ne recevraient pas le Libertaire aux jours indiqués sont priés de le faire savoir à l'administration et de protester dans leurs bureaux de poste respectifs.

ABONNEMENTS

Un an, 22 fr. Un an, 20 fr. Six mois, 11 fr. Six mois, 10 fr. Trois mois, 5 fr. Trois mois, 4 fr. Cheque postal : P. Odéon 880-32

BAGNES D'ENFANTS

Un fait douloureux qui s'est passé ces temps derniers, a attiré, une fois de plus, l'attention sur les bagues d'enfants.

Il est profondément regrettable que ce soit seulement lorsqu'il arrive un scandale que l'opinion publique daigne s'émouvoir... Pendant les premiers jours ce ne sont que protestations ; mais qui, hélas, vont en diminuant, pour s'éteindre bientôt. Malheureusement pas pour longtemps, car ces faits divers, (pour emprunter le style bourgeois) deviennent de plus en plus nombreux.

Leur fréquence n'est-elle pas la meilleure preuve de la constitution malade de notre société ?

Cependant les pauvres petites victimes qui, à la suite d'un enlèvement malheureux de circonstances, sont enfermées pendant de longues années dans ces maisons maudites, ne souffrent pas par intermittence. Pour elles, c'est la souffrance quotidienne, la torture morale et matérielle constante.

Ce sont les exigences pénibles d'une discipline de fer qui régent tous les actes ; réprime les moindres velléités d'indépendance. Tout concourt vers le but caché : l'annihilation complète de la volonté... l'abâtissement.

Maison de rééducation, disent les moralistes ? ! et les magistrats tarés des tribunaux d'enfants. En réalité : maison de vices ! Ecole du crime !

Si de toutes les institutions, il y en a une qui réellement ait manqué son but, c'est bien celle-là !

Quelles choses incroyables il s'y passe ! De quelles monstruosités n'ai-je pas été témoin.

Comme si les brutalités sans nombre, les tracasseries continuelles, les sévères bastonnades n'étaient pas suffisantes ! Ne s'ajoute-t-il pas hélas, la méintelligence des détenus. Là, où il devrait y avoir l'entente la plus étroite, l'amitié la plus profonde, il n'y a que haine et perfidie. On dirait que ceux qui sont dans ce lieu infernal, ont laissé à la porte tout ce qu'il y avait de bon et de juste en eux.

Je ne puis relater ici, tout ce que j'ai vu dans les diverses corrections où j'ai passé, quoiqu'un pareil récit serait particulièrement intéressant. Je citerai seulement la maudite, l'infamie centrale d'Yves. Là, il faudrait un Dante pour décrire tout ce qui s'y passe... Malgré les quelques mois que me séparent de cet enfer, comme je me rappelle les choses vécues et subies.

Quand parfois, ma pensée va vers ceux qui sont restés là-bas, je frissonne.

Il n'y a rien de changé.

Tout s'est porté au paroxysme. Il faut céder ou crever, comme le disent les géoliers, et à voir avec quelle rapidité les décès se succèdent, on est obligé de convenir qu'ils tiennent parole.

Le cynisme des gradés

LA VIE DE L'UNION

Comité d'initiative de l'U. A. C. — Lundi, à 20 h. 30 précises, local habituel.

CORRESPONDANCE DES GROUPES

Fédération d'Algérie. — Nous faisons le nécessaire au sujet du cas de Mettefeu.

A un camarade. — Le groupe de combat s'organise comme il l'entend, par affinité; son organisation intérieure ne regarde que ses composants.

Brest. — Les pièces demandées sont introuvables en librairie. La Musée de Lagny le donnera peut-être satisfaction.

SOMMES REÇUES PAR ODEON

Pour Grandjean. — Cotte, à Glen, 10 fr.; Groupe d'Amargues, 20 fr.; Buck, 5 fr. Total général : 35 fr. 50.

Pour l'entr'aide. — Planaz, 5 fr.; Gravi, 10 fr.; Moreno, 2 fr. 50; Royo, 2 fr. 50; Evin Pierre; à Brunoy, 20 fr.; Guérin, 5 fr. Total : 40 fr.

PRIERE DE PRENDRE BONNE NOTE

Pour l'entr'aide adresser les sommes à Denant, trésorier du Syndicat unique du Bâtiment, 3, rue Château-d'Eau, Paris (10^e), chèque postal 989-94.

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION ANARCHISTE-COMMUNISTE PARIS-BANLIEUE

Samedi 8 janvier, à 20 h. 30, salle de la Maison des Syndiqués, 163, boulevard de l'Hôpital, métro Italie.

ASSEMBLEE GENERALE

des Groupes de Paris et de Banlieue. Ordre du jour : rapport moral et financier; question importante. Que tous en prennent bonne note.

Jeunesse Anarchiste-Communiste. — Mardi 4 janvier, local habituel.

Groupe Pietro-Gori. — I compagni sono invitati alla riunione di sabato sera 1^{er} gennaio per discutere di cose importanti. Malavita e pregato di non mancare. Per quanto riguarda i tre compagni M. F. D. per il momento sono a disposizione della commissione di chi ha l'U. A. C.

Groupe de Combat. — Demandes d'adhésions tous les lundis et samedis, de 4 heures à 7 heures, au siège, 9, rue Louis-Blanc.

3^e et 4^e arrondissements. — Tous les samedis, à 20 h. 30, bar de l'Union, 38, rue François-Miron.

5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements. — Tous les mardis soirs, à 20 h. 30, 163, boulevard de l'Hôpital, adhésions, abonnements au « Libertaire ».

10^e, 19^e et 20^e arrondissements. — Vendredi 7 janvier, à 20 h. 30, local du « Libertaire », 9, rue Louis-Blanc, réunion des anarchistes-communistes. Colson est prié d'être présent.

17^e et 18^e arrondissements. — Mercredi prochain, à 20 h. 30, salle Carrigue, 20, rue Ordener. Ordre du jour : Cotisation à l'U. A. C. et assemblée de la fédération.

Pantin-Aubervilliers. — Le groupe se réunira le jeudi 6 janvier, à 20 h. 30, annexe de la salle des conférences, 42, avenue E.-Vaillant, Pantin.

Lagny. — Dimanche 2 janvier, à 9 h. 30, au lieu habituel, présence de tous indispensable. Agitation Sacco-Vanzetti : cotisations; abonne-

ments; causerie par Lepol sur les difficultés de l'économie capitaliste.

P. S. — Prière d'attendre le copain vers 9 heures, à la gare.

Boulogne-Billancourt. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 83, boulevard Jean-Jaurès. Ce soir, compte rendu du C. I. élargi.

Ivry. — Dimanche, à 11 heures, réunion salle Forest, rue de Seine, 50. Tous présents sans faute.

Livry-Gargan. — En raison de l'assemblée de la Fédération, réunion dimanche 2 janvier, à 19 heures du matin, 9, rue de Meaux, à Livry. Organisation de la Société; discussion sur la réunion du groupe régional qui se tiendra le 9 janvier.

Levallois. — Nous rappelons aux camarades lecteurs du journal, que c'est le jeudi 6 janvier, à 20 h. 30, salle Levasseur, 47, rue des Frères-Herbert, que se tiendra la réunion pour la reformation du groupe. Le camarade Téliard traitera : « Organisation, Initiative, Cohésion ».

Groupe d'Etude Sociale de St-Denis. — Vendredi 7 janvier, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger, causerie sur la crise actuelle.

Groupe Anarchiste-Communiste de Fresnes. — Ce soir, vendredi 31 décembre, à l'Hôtel Pernette, 26, rue de Versailles, soirée au bénéfice des victimes politiques. Entrée 3 francs. Tramway 58 : descendre Croix-de-Berny.

Bourget-Drancy. — Réunion du groupe samedi 1^{er} janvier, à 20 h. 30, salle du Bureau de Tabac, place de la Mairie, au Drancy.

Compte rendu du C. I. élargi.

Mise au point de la manifestation contre le chômage.

Présence absolument indispensable.

Asnières. — Mercredi 5 janvier 1927, à 20 h. 30, chez Rémon, 41, rue de Colombes, angle de la rue Emile-Deschanel, réunion constitutive d'un groupe anarchiste-communiste de l'U. A. C. Causerie par Pierre Odéon sur l'organisation de l'U. A. C.

PROVINCE

Bordeaux. — Samedi 1^{er} janvier, à 21 heures, bar de la Bourse, rue de Lalande, 38, réunion. Ordre du jour : Les incidents de Lyon; affaire Sacco Vanzetti et Ascaso, Duretti, Jover. Que tous soient présents. Nous comptons sur Altig-nac.

Narbonne. — Tous les mercredis soir, chez Dauris, 1, rue Sambre-et-Meuse, service de la librairie, journaux, etc. Correspondant du groupe : Bastouil, 1, rue Sambre-et-Meuse.

Le Havre. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au cercle Franklin.

Toulouse. — Tous les mercredis et samedis, à 20 h. 30, réunion chez Trichoux, 10, rue du Peyrou.

Orléans. — Le vendredi soir, à 20 h. 30, 5, rue du Réservoir, causeries.

Trelazay. — Le 2 janvier, à 9 h. 30, salle de la Coopérative, réunion des camarades anarchistes, communistes, sympathisants et syndicalistes. Organisation de la causerie du 16 janvier.

Nîmes. — Tous les samedis, de 6 à 8 heures, 16, rue Gauthier réunion du groupe anarchiste.

Fédération des Coiffeurs. — Nous prions les militants syndicalistes de toutes corporations de se tenir en correspondance immédiate avec les Coiffeurs Autonomes, Bourse du Travail, Paris.

Coiffeurs d'Alger. — Le Conseil Syndical, dans sa réunion du 20 décembre 1926, après avoir entendu l'exposé du camarade Olivier, secrétaire du Syndicat d'Alger, et après discussion. Considérant que l'isolement des Syndicats est néfaste au mouvement syndical, maintenant son adhésion à la Fédération Autonome des Ouvriers Coiffeurs; approuve son attachement à la C. G. T. S. R. qui doit grouper tous les syndicalistes sur les bases de la charte d'Amiens. Vive le Syndicalisme révolutionnaire ! Vive la C. G. T. S. R. !

Le secrétaire général : A. Olivier.

Syndicat Ouvrier du Bâtiment et des Travaux Publics de la Gironde. — Ordre du jour : Les travailleurs du Bâtiment : électriciens, maçons, cimentiers, et autres, réunis en assemblée générale, le 26 décembre, Bourse du Travail, protestent énergiquement contre les accusations portées, dans l'« Humanité », du 16 décembre 1926, contre notre camarade Boudoux; à l'égard de ces accusations n'apportent pas de preuves réelles, mais sont, en réalité, qu'accusations mensongères et mensongères contre notre camarade. Haine vouée sciemment et volontairement par les dirigeants unitaires et communistes pour discréditer auprès des travailleurs ce brave militant.

Le Syndicat lui adresse tout son appui moral et l'assurance de son entière solidarité : voue au même les travailleurs ses accusateurs et ses assassins.

Pour le Syndicat et par ordre : Le secrétaire : Bourrouse.

Communications diverses

Comité de Défense Sociale. — Mardi 4 janvier, à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, réunion hebdomadaire. Affaire Delair; correspondance; affiche Sacco et Vanzetti; divers.

Présence nécessaire de tous les membres.

30^e arrondissement. — Le 5 janvier, salle du Palais Doré, à 20 h. 30, 28, boulevard Belleville, suite de la causerie sur la Révolution russe.

Groupe théâtral. — Adhésions, répétition le lundi, à 20 h. 30, café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau.

Marseille. — Jeudi 6 janvier, à 18 h. 30, au bar Tout Va Bien, 14, allée de Melhan, réunion. Ordre du jour : Antinée artistique du 23 janvier; conférence Armand : Compte rendu semestriel.

UNE AFFICHE POUR SACCO ET VANZETTI

Cette semaine, un peu plus de demandes, mais les groupes sont bien longs à se décider. Pourtant le temps presse. Si nous n'arrivons pas à couvrir la France de nos protestations, les dirigeants américains ne se presseront pas non plus pour rendre la liberté à nos deux vaillants militants. Et vous n'ignorez pas, camarades, que c'est dans un mois — peut-être même avant — que la sentence doit être rendue. Ne nous laissons donc pas surprendre par le verdict, et la modicité des affiches permet à tous de se procurer de cet appel destiné principalement « aux femmes ».

Le secrétaire du Comité de Défense sociale, le camarade Pommier, 120, rue Marcadet, Paris, recevra fonds et commandes.

Les prix : 5 exemplaires, 2 fr. 75; 10 exemp., 5 fr. 40; 25 exemp., 16 fr. 30; 50 exemp., 30 fr. 100 exemp., 58 fr., rendus franco.

TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT

Le bureau fédéral porte à la connaissance de tous ses syndicats, que la C. G. T. S. R. a fait éditer un timbre unique (pour les cotisations mensuelles), dont le prix a été fixé à 2 francs; un franc va à la C. G. T. S. R., un franc à la Fédération A. C. et, dans les centres où les unions locales, régionales existent, les syndicats doivent commander leurs timbres à leur Union, celles-ci leur délivreront un double récépissé qu'ils ont payé à l'Union locale et régionale.

Ce double reçu sera envoyé à la Fédération d'Industrie qui, elle, délivrera les timbres aux syndicats et retournera un talon de reçu de l'Union régionale aux syndicats; au bas du reçu, il y a la note pour l'organisme désigné, Fédération et syndicat.

Pour les syndicats isolés du bâtiment, où il n'existe ni union locale, ni union régionale, adressez toutes vos commandes comme par le passé, à la Fédération du bâtiment.

Le Bureau Fédéral.

CONFIANCE

L'année 1926 se termine ainsi que l'autonomie fédérale; le 1^{er} janvier 1927 nous aurons notre chapeau confédéral et international. Finie la critique sur la position d'autonomie provisoire qui est moins que rien, d'après les mots contraires. La vieille Fédération enterrée plusieurs fois par eux est toujours debout, vivante, et ne veut pas mourir; elle fait comme le vieux Basque qui, sur son lit de mort disait à ses amis qui avaient fait venir le curé du village : « Qu'il se retire, cet homme, je mourrai quand je voudrai ».

C'est plus nous que sommes au carrefour, mais c'est bien eux. Nous lisons dans le journal de la Maçonnerie-Pierre, dettes de la Fédération Unitaire à la C. G. T. U., 95.000 francs; dettes des syndicats à la Fédération, 68.000 fr.; dettes de l'imprimerie de la Maison des Syndicats, X francs.

Les dirigeants de la Fédération Unitaire sous le couvert de la propagande vont lancer une millionième fois, des cartes, mais ce qui est triste, c'est de savoir que la caisse n'est pas seulement vide, mais que les dettes dépassent de beaucoup les recettes !

Peut-être va-t-on invoquer que les cartes confédérales ont été distribuées à l'œil. Alors, ce n'est pas difficile d'avoir des adhérents.

Voilà où conduit la politique de la démagogie. Il est vu qu'il faut en faire d'en face tout ce qui brille n'est pas de l'or.

Méitez-vous : quand il n'y a plus de foi dans le râtelier, les chevaux se balent...

Confiance, les Bâtimentiers, nos adversaires descendent l'échelle et cela ira plus vite que la montée, nous en sommes persuadés. Chez nous, nous avons la confiance, mais elle est difficile, notre confiance nouvelle va nous ramener des Syndicats. La période d'hésitation a été très difficile parce que chez nous des camarades ont perdu confiance dans le troisième organisme qui est indispensable après la faillite des deux autres. Ils restent avec nous, ceux qui ont confiance dans la théorie du syndicalisme fédéraliste.

Les événements vont marcher vite, la crise du chômage nous guette et ce ne sera pas avec des solutions parlementaires que le patronat organisé cédera, il a son plan, ses réserves et ses munitions. Son but, c'est le relour aux longues journées pour nous empêcher de penser, d'étudier et de nous organiser.

Aux lock-outs, aux grèves, s'ajoutent ailleurs pour faire face aux situations les plus pressées, internationalement le patronat plus réserves, telle la main-d'œuvre étrangère, etc., etc.

A notre action, l'oligarchie financière internationale casquera pour nous tenir en échec, la bataille menée sur le marché français est une lutte internationale de rivalité entre les milieux les plus commerciaux et les mieux industrialisés. On cherche des positions géographiques maritimes pour coloniser les États d'Europe. De même l'on a vu après la guerre surgir des banques étrangères dans toutes les villes de France, de même demain à la faillite des industries françaises, les Américains, les Anglais, etc., achèteront ces firmes et constitueront des trusts et des Cartels internationaux. On ne veut pas être internationalistes; et cependant on ne peut pas fumer une cigarette ou se servir d'une allumette sans avoir un produit américain dans les mains. (1)

Le Syndicalisme révolutionnaire, la nouvelle C. G. T. vont avoir un beau programme de propagande pour l'année 1927 à mettre debout. La vieille Fédération du Bâtiment s'alignera dans toute son action technique et industrielle.

A tous ceux qui restent encore nos adversaires, à tous ceux qui sont dans l'autonomie corporative, nous leur demandons de se situer aussitôt que possible pour batailler pour le 1^{er} mars et nos revendications industrielles.

C'est le moment de nous unir, encore un ou deux jours de propagande devant nous, nous préparons le terrain. Les deux Fédérations du Bâtiment dissidentes sont contre notre nouvelle position, car elles s'aperçoivent que pour nous grignoter, c'est impossible.

Confiance, oui, l'année 1927 sera l'année pour le Syndicalisme révolutionnaire ou va commencer son redressement.

Le Bureau Fédéral.

Les cartes confédérales et les timbres pour 1927, sont en dépôt à la Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (X^e).

Pour toutes les commandes, s'adresser au camarade Boisson, Fédération Nationale du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (X^e).

Pour les envois d'argent, se servir du chèque postal C. G. 24-05 Paris (10^e), Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (X^e).

Nous demandons aussi aux camarades de faire circuler les listes de souscription et de nous les retourner le plus tôt possible.

Les timbres pour la propagande et la presse sont à votre disposition aux prix de 2 francs.

L. Boisson.

(1) La stabilisation ou la non stabilisation, c'est une comédie des Banques Internationales où le franc est le principal comédien. Politiquement n'y est pour rien, que l'on puisse dans le compartiment des devises, des actions, pour nous ça ne change rien, la vie est toujours de la vie pour plus chère. Cette offensive réactionnaire des Banques Internationales est dirigée contre la classe ouvrière, on veut à l'aide de ces moyens nous maintenir dans la misère la plus profonde et nous diviser le plus possible sur le dos du syndicalisme révolutionnaire qui fait peur à ces requins financiers. Ils créent le chômage artificiel, ils préparent la xénophobie. Le chômage, quand il manque le nécessaire aux travailleurs, c'est de la réaction.

L'AMOUR ET LA MORT par Vigne d'Octon

Un bel ouvrage de 300 pages, 2 francs; franco, 3 francs.

DANS LE S. U. B.

A BAS LA POLITIQUE !

« Haro sur les syndicalistes ! haro sur ceux qui se font de leurs intérêts et qui ne pensent à rien d'autre que de voir les motifs du syndicalisme triompher de tous les pièges tendus par les organisateurs inconscients que par les trop conscients (qu'ils disent) qui ont fait de la politique. Les succès de leurs vaines manœuvres, ne tendent rien moins que d'assujettir les organisations politico-syndicales, un nombre d'adhérents suffisant pour faire triompher leur conception anti-ouvrière à la foire électorale ».

« Des électeurs en masse ! des syndicalistes vient le danger; donc, plus que jamais front unique contre... les « contre-révolutionnaires » qui sont encore des partisans de la thèse périmée du syndicalisme se suffisant à lui-même : n'en déplaise aux vrais révolutionnaires pourfendeurs de régimes bourgeois et partisans de l'action... non pas contre nos éternels ennemis, bourgeois exploités et exploités bourgeois, mais tout spécialement contre les camarades qui ont à cœur de conserver toute leur action pour l'avènement d'une société basée sur le syndicalisme et conservant toutes leurs forces vives afin de pouvoir combattre toutes les dictatures rouges ou blanches (deux têtes sous le même bonnet), qui n'ont qu'un but, retarder le plus possible l'insurrection des exploités au profit de tous les maîtres sont néfastes à l'émancipation des travailleurs ».

Camarades syndicalistes, que la provocation de Lyon suive de meurtre vous fasse réfléchir, et vous verrez que la position du S. U. B. est la bonne, contre toutes les oppressions, contre toutes les dictatures il se dressera toujours, confiant dans la valeur révolutionnaire de l'idéal qu'il a pour devoir de défendre envers et contre tous.

Nous sommes des syndicalistes et nous le resterons, nous l'avons dit dernièrement, rien n'est perdu, et si notre situation n'est pas ce qu'elle doit être cela tient à ce que chez nous il n'y a pas de dictature et que le S. U. B. n'est pas l'antichambre du Palais Bourbon, mais l'endroit où on lutte avec tous les moyens pour arracher le droit à l'existence et hâter la disparition de tous les politiciens, quelle que soit leur couleur. Camarades, rejoignez le S. U. B. ou, sans défaillance, l'on continue de mener le bon combat syndical.

Faudry, Courtois, Penant.

Chez les Cimentiers et Maçons d'Art. — On dirait que les camarades cimentiers et maçons d'art oublient la lutte qu'ils avaient préconisée.

Certes, nous savons que dans notre corporation la lutte est dure, surtout dans la saison hivernale et, en même temps la preuve technique prime un peu partout. Il faudrait revenir quelques années en arrière et nous se-

La C. G. T. S. R., le Syndicalisme et le Fédéralisme

La 3^e C. G. T. doit se distinguer des deux autres par sa complexité de ses rouages et par la netteté de sa structure. Cette nouvelle organisation veut se développer dans les milieux du travail, elle doit rompre définitivement avec les mœurs centralisatrices qui ont canalisé les efforts révolutionnaires de la 1^{re} C. G. T. et ont absorbé et fait dévier du syndicalisme la C. G. T. U.

La C. G. T. S. R. s'est affirmée contre les méthodes de centralisation, elle doit le prouver, dans sa vie organique et dans sa propagande qui doit consister à donner de la vie à la base : l'union locale des syndicats.

Il a toujours été bien compris que la C. G. T. S. R. serait l'organe de liaison des unions locales, qui, elles, seraient l'expression de l'appareil confédéral et son animateur naturel.

Pour les Fédérations d'industries, leurs rôles, quoique secondaires, ont leur importance du point de vue industriel, national et international, si les Unions locales ou régionales conservent la direction de l'organisme confédéral, il importe de considérer l'utilité des Fédérations industrielles du point de vue statistiques ou grèves générales revendicatives ou de solidarité industrielle.

La C. G. T. S. R. s'affirme sur ses Unions de syndicats, et elle s'aide des renseignements techniques de ses Fédérations industrielles, de la même façon qu'il opère l'A. I. T. avec les Fédérations Internationales d'Industrie.

Un organisme fonctionnant ainsi ne peut que favoriser le développement du syndicalisme dans les milieux ouvriers des villes et des campagnes.

Car, ne l'oublions pas, la propagande syndicaliste est toute à refaire, la démagogie des partis politiques, l'adaptation de certains leaders syndicaux ont jeté le trouble et l'indifférence dans la majorité des gros centres industriels.

Pour vaincre cette indifférence, pour conquérir les confiances, il faut des méthodes d'action et d'organisation nettes et claires, et il faut surtout être en concordance avec les esprits qui se font naître chez les militants syndicalistes révolutionnaires, et même anarchistes, le Congrès constitutif de la 3^e C. G. T. qui, au grand jour, condamne les méthodes centralistes pour adopter la thèse fédéraliste.

Il faudra qu'on s'explique clairement sur le fédéralisme, car si nous, personnellement, nous le considérons comme la forme organique, comme la base vitale et animatrice de la C. G. T. S. R., quelques autres amis ne le considèrent, hélas ! que le mot et ignorent totalement la chose.

La C. G. T. S. R. est prometteuse de grands espoirs, faisons en sorte qu'ils se réalisent et aidons à la pousser sagement et robustement. J.-S. Boudoux.

Erreurs et Mœurs Communistes

L'hypocrisie religieuse est, dit-on, insupportable, celle des communistes est plus encore. Il suffit de lire l'Humanité pour s'en rendre compte. L'exposition de certains faits, surtout ceux concernant les luttes intestines du syndicalisme, est édifiante, voire même drôlatique. Inutile après cela d'aller voir jouer Charlot. Inutile de lire d'anciens journaux, l'Humanité seule dit toute la vérité, rien que la vérité... pour ceux qui savent la lire.

Ainsi, au sujet de la bagarre de Lyon, nous apprenons que l'attaque des autonomes fut d'une sauvagerie sans pareille, digne du fascisme. Puis, on peut lire qu'eux aussi (les commu-

nions capables de constater ce que notre corporation était capable de faire.

Il est vrai que les camarades de cette époque avaient confiance dans les luttes qu'ils menaient. Maintenant si les camarades veulent reprendre la même tactique, nous serions encore capables de revivre ce temps passé. Si tous les camarades, au lieu de gémir, venaient à nos côtés pour y mener la lutte contre tous ceux qui les oppriment et avec ceux qui vivent du produit de leur travail, il n'en serait pas de même. Notre situation n'est pas mauvaise, mais elle le sera peut-être demain si nous ne sommes pas groupés dans une organisation syndicale assez forte pour nous défendre contre tous les gros maîtres du ciment armé et des travaux publics qui cherchent avec la mauvaise saison, à amener le chômage encore plus grand et nous mettre dans l'incapacité de pouvoir nous défendre dans l'industrie du bâtiment.

Camarades cimentiers et maçons d'art, l'hiver est là ! N'attendons pas plus longtemps, organisons-nous. Défendons-nous, en face des gros, entrepreneurs organisés. Dressons une organisation forte et puissante. Partout, préparons la lutte contre la pieuvre tacheuronne ! Imposons les us et coutumes en vigueur dans le bâtiment : trois heures de grève, libre embauche du manoeuvre, etc. Les vieux, les jeunes militants de la Sections des cimentiers et maçons d'art, dont vous connaissez le passé de lutte, vous font encore une fois appel et avec tout le conseil syndical, ils espèrent être entendus par vous.

Le secrétaire : Denant.

DANS LE S. U. B.

Réunion des Conseils Techniques des Sections réunies : 48 heures Bourse du Travail, 4^e étage :

Mardi 4 janvier : Serruriers. — Bureau 13. Plombiers. — Bureau 12. Monteurs en chauffage. — Bureau 14. Menuisiers. — Pas de Conseil.

Mercredi 5 janvier : Permanence Prud'homme. — De 18 à 19 heures, bureau 10, 4^e étage. Camarade Rousselot, peintre.

Jeudi 6 janvier : Conseil Général du S. U. B. — A 18 heures, bureau 10.

Vendredi 7 janvier : Monteurs-Electriciens. — Conseil Syndical, à 18 heures, bureau 13.

Section Interlocutrice d'Ivry. — Réunion du Conseil de la Section, le vendredi 7 janvier 1927, à 17 heures 30, 50, rue de Seine-Ivry. Que tous les camarades militants de la région soient présents.

Pour la Section, le Conseil.

nistes sauront leur en faire autant. Quant à la véritable cause de cette bagarre, ce journal n'en souffre mot.

Mais passons à la nouvelle attaque au Chambon-Fengrolles. Celle-ci nous mènera sur la route de Lyon. Les rapports sont communs et l'Humanité du 23 décembre est riche d'aveux.

Analysons donc sa prose : « Une nouvelle provocation des Anarcho-syndicalistes ».

Ah ! Ah ! Voyons ça : « La 3^e C. G. T. avait organisé ces jours-ci, dans la région de Saint-Etienne, des réunions dans toutes les villes environnantes ».

Ainsi nous lisons bien que seule la 3^e C. G. T. avait organisé ces réunions.

Vient la liste des orateurs de cette C. G. T., dont nous ne pouvons pas nous empêcher de dire : « Ces réunions, venant après l'attentat de Lyon devaient fatalement être troublées par les professionnels à la Boudoux ».

Alors quoi ! Ce serait donc Boudoux de la 3^e C. G. T. qui troublerait ses propres réunions ? Voilà qui est difficile à comprendre, mais la suite de l'article va nous éclairer. Et voici :

« Samedi, à la Ricamarie, devant la fédération des camarades unitaires, les extra-purs ne purent tenir leur réunion ».

Tiens ! Tiens ! Mais où sont donc les « professionnels de la provocation », sinon dans les rangs mêmes des « camarades unitaires » ?

« Une réunion avait lieu le même jour à la salle Lénine, au Chambon-Fengrolles, où existe une municipalité communiste ».

La salle était composée de plusieurs centaines de personnes, toutes unitaires qui attendaient les désorganisés autonomes pour leur faire une réception en règle.

Bien que la réunion fut annoncée pour huit heures, à neuf heures, les organisateurs n'étaient pas présents, ce furent nos camarades unitaires qui formèrent le bureau et firent la réunion ».

Prose abracadabrante, d'où il ressort toutefois qu'après avoir fermement rempli le rôle de désorganisés à la Ricamarie, les communistes unitaires (?) emplièrent de centaines de maçons la salle de Fengrolles afin de bien recevoir les autonomes. Ceux-ci, en retard, se trouvèrent démunis d'une salle retenue par eux et dans laquelle — à peu de frais vraiment — les communistes font une autre réunion.

Suit l'exposé de cette réunion. On y fit, et comment, le procès des désorganisés. Les autonomes arrivant en taxi rééditèrent l'attentat de Tiers-Etat aux Etats généraux de 1789 : ils sont laissés tout bonnement à la porte.

Enfin, deux autonomistes, outre d'une telle imposture, se fauillent et, en trouble-fêtes — venez donc — protestent, tentant de faire évacuer la salle et menacent de frapper un orateur communiste. Aussi, l'un d'eux, « maîtrisé par les membres du bureau, reçut une correction dont il se souviendra. A l'avenir lui et ses amis hésiteront à venir troubler les réunions au Chambon-Fengrolles ».

Parfaitement, camarade troubleur, en France comme en Russie, il est expressément défendu de déranger ceux qui s'installent chez vous à vos dépens. Ce communisme-là est tout nouveau : importé de Moscou, il produira, à coups de matraque, la Fraternité des peuples. E. C.

Petite Correspondance

Gustave Horrie Menin. — Abonné jusqu'au 2 février 1927. Erreur reconnue.

Rigolle Arthur. — Meurant réclame pour son abonnement, il est expédié régulièrement; mais voici deux fois qu'il revient avec mention « Incompréhension ».

Attire. — Abonnement jusqu'au 30 sept. 1927. Ferrer. — Expédié et abonné jusqu'au 3 juin 1927.

Demande. — Si camarade possédait la Géographie universelle d'E. Reclus voudrait s'en séparer, dire prix et état à N. 16, rue de Chénod-Per, Villeneuve-Saint-Georges (S.-et-O.).

Romeo. — Ami de Juliette, est prié de donner son adresse à Charbonnier, Bourse du Travail, Besançon (Doubs).

Mici salut à l'ami qui chahutait en correspondance